

REVUE DE PRESSE

13 novembre 2020

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** **information**
MÉDIAS **télé** **Médias**
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de
services scolaires
du Québec

PRODUIT PAR

influence

SITUATION QUI SE « DÉTÉRIORE »

QUÉBEC SONGE À REFERMER LES ÉCOLES

FANNY LÉVESQUE
LA PRESSE

QUÉBEC — Devant une situation qui se « détériore » dans le réseau scolaire, le gouvernement Legault envisage de refermer les écoles pour « une période bien définie » lors des vacances des Fêtes afin d'endiguer la deuxième vague de la pandémie de COVID-19, qui ne faiblit pas au Québec.

Pas moins de 1174 classes sont fermées dans la province en raison de la présence du virus, dont 324 l'ont été au cours des deux derniers jours seulement. La province a rapporté jeudi 1365 cas supplémentaires de la maladie et 42 morts de plus. Le nombre des hospitalisations est aussi à la hausse.

« Je ne vous cacherai pas, puis on a été transparents depuis le mois de mars, que les prochaines semaines vont être tough pour les Québécois », a lancé le premier ministre. « On voit aussi que la situation se détériore, entre autres, dans les écoles [...]. Il y a une situation, là, qui est inquiétante », a-t-il ajouté.

Un peu plus du quart des éclosions actives au Québec se trouvent en milieu scolaire.

M. Legault a confirmé que son gouvernement envisageait de fermer à nouveau les écoles de la province.

Aucune décision n'est encore prise, tant pour la durée que pour la période, a précisé le premier ministre, qui a une fois de plus martelé que la fermeture des écoles demeurerait « la dernière des solutions ».

L'option privilégiée serait de

prolonger les vacances de Noël, comme l'a révélé La Presse jeudi. Québec ne sait pas si ce serait au début ou à la fin du congé habituel.

« Là, on doit briser la vague. On va suivre ce qui se passe dans les données au cours des prochains jours [...], mais par exemple, fermer les écoles pour un mois, incluant le temps des Fêtes, peut-être un petit peu plus, un petit peu moins, c'est ce qu'on regarde actuellement », a-t-il illustré.

Les parents seront informés le plus rapidement possible, a promis M. Legault. Des discussions avec les syndicats doivent avoir lieu pour « voir la possibilité que les cours soient prolongés au mois de juin, peut-être même juillet », pour rattraper le retard qu'entraînerait une nouvelle fermeture des écoles.

La prolongation du calendrier scolaire serait « la goutte qui ferait déborder le vase », a prévenu le président de la Fédération autonome de l'enseignement, Sylvain Mallette, indiquant que les professeurs comme les élèves « sont épuisés ».

« Le ministre de l'Éducation s'est engagé à respecter notre contrat de travail puisqu'il sait que les enseignants en font déjà beaucoup plus », a-t-il dit. « Si [le gouvernement] veut reconfiner, qu'il assume son choix et qu'il ne le fasse pas porter par les enseignants [...]. Il faut adapter les programmes et les épreuves ministérielles en conséquence. »

La Fédération des syndicats de l'enseignement s'inquiète aussi des retards. « On est en rattrapage depuis le mois d'août, et le mois de congé pourrait faire que beaucoup de ce rattrapage soit parti. Quand le premier ministre dit qu'on pourra

peut-être continuer en juin pour faire du rattrapage, il doit comprendre qu'il n'y a rien de normal dans cette année-là. Quand on va faire des évaluations à la fin de l'année, rien de normal ne va transpirer de ces évaluations », a affirmé la présidente, Josée Scalabrini.

NOËL « ADAPTÉ ET EN SANTÉ »

Pour ce qui est des célébrations de Noël, François Legault a une fois de plus affirmé que différents scénarios étaient étudiés, mais qu'il était trop tôt pour annoncer quoi que ce soit. Le Dr Horacio Arruda a néanmoins confirmé que l'idée d'autoriser des rassemblements privés entre deux ménages n'était pas écartée.

Conscient que cela forcerait des familles à faire des choix déchirants, il a assuré que l'objectif était d'offrir aux Québécois « ce qu'on appelle un Noël familial adapté puis en santé » et d'éviter les grands rassemblements familiaux comme on les connaît.

Le gouvernement espère se créer suffisamment de « marge de manœuvre » au cours des deux prochaines semaines pour permettre justement certains assouplissements aux Fêtes. D'ici là, « il va falloir s'assurer que les mesures soient appliquées » par tout le monde, a prévenu le premier ministre.

« Maintenant, est-ce qu'on doit ajouter des mesures ? À ce moment-ci, on ne peut pas rien exclure surtout quand on regarde la situation aux États-Unis puis en Europe », a laissé savoir François Legault.

LOURD BILAN DES MORTS

Le fameux plateau de cas de la COVID-19 refuse de fléchir au Québec. La tendance à la hausse dans les nouveaux cas rapportés quotidiennement se poursuit. Les données par date réelle où les tests ont été effectués montrent que la moyenne est passée de 950 cas par jour à près de 1250, soit une hausse du tiers en deux semaines.

Pour la deuxième journée de suite, le Saguenay-Lac-Saint-Jean rapporte près de 200 nouveaux cas. La région affiche ainsi un taux hebdomadaire de 49 cas par 100 000 habitants, plus de trois fois la moyenne provinciale.

Au chapitre des morts, c'est principalement Montréal qui était touché jeudi, avec huit morts, suivi de la Montérégie et de Chaudière-Appalaches, qui en rapportent chacun six. La Capitale-Nationale en déplore quant à elle cinq, l'Estrie, quatre, et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, trois.

À noter, ce bilan de 42 morts ne reflète pas celles de mercredi, la majorité se répartissant sur la dernière semaine. Depuis les derniers jours, les morts en CHSLD sont aussi à la hausse, ce qui inquiète le gouvernement Legault.

« Quand vous regardez la moyenne des décès depuis une semaine, depuis sept jours, c'est 23, dont 11 dans les CHSLD », a admis le premier ministre.

« Chaque décès m'inquiète, mais c'est certain qu'on n'est pas du tout dans la même situation qu'au printemps. Quand j'entends des gens dire : "Ça ressemble au printemps", bien, au printemps, on avait 89 décès par jour dans les CHSLD. Là, on en a 11. Donc, il y a quand même toute une différence. Mais 11, c'est trop », a-t-il ajouté.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, a assuré que les établissements devaient resserrer leurs mesures de prévention

et de contrôle des infections pour éviter que le virus entre dans les CHSLD. Quelque 57 CHSLD sont sous surveillance au Québec, dont 11 en « situation critique ».

— Avec Pierre-André Normandin et Marie-Eve Morasse, La Presse

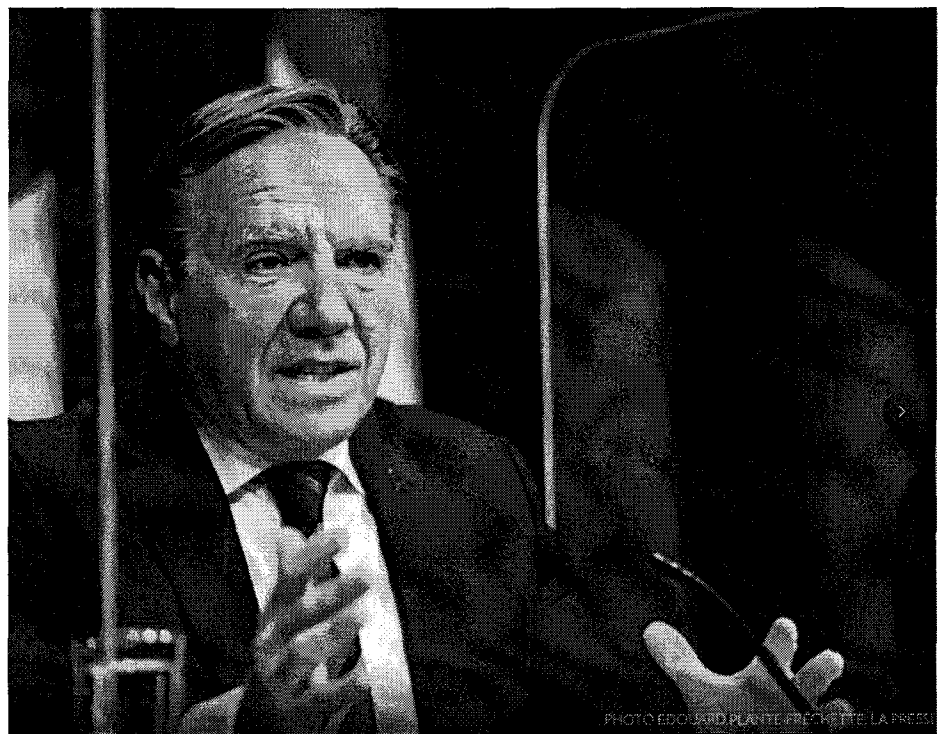


PHOTO EDOUARD PLANTE/FRECK/LE LA PRESSE

NOUVEAUX CAS	HOSPITALISATIONS	SOINS INTENSIFS	DÉCÈS	PRÉLEVEMENTS ANALYSES
+ 1365	+ 10	+ 2	+ 42	+ 30 533
119 894 (TOTAL CUMULATIF)	583 (TOTAL CUMULATIF)	86 (TOTAL ACTUEL)	657 (TOTAL CUMULATIF)	3 397 501 (TOTAL CUMULATIF)

CORONAVIRUS

Faut-il fermer les écoles ?

L'hypothèse d'un congé prolongé à Noël mécontente l'opposition, qui demande au gouvernement de s'inspirer de ses propositions

MARIE-MICHÈLE SIOUI
MARCO FORTIER
À QUÉBEC ET À MONTRÉAL
LE DEVOIR

Québec envisage de suspendre les classes pour une « période bien définie », avant ou après Noël, en raison de la situation préoccupante dans les écoles.

« Depuis deux jours, on a fermé 324 classes de plus. Donc il y a une situation qui est inquiétante », a déclaré le premier ministre François Legault jeudi en point de presse. Au total, 1214 classes étaient fermées en raison d'éclotions de COVID-19 en date du 11 novembre.

« Je vous confirme, c'est vrai qu'on est en train de regarder cette possibilité-là. Ça ne veut pas dire qu'on va le faire et on n'a pas décidé pour quelle période on pourrait le faire », a ajouté le chef du gouvernement.

Il a rappelé que « les derniers endroits » qu'il souhaitait fermer étaient les écoles. Mais désormais, il ne peut plus « exclure aucune option ». Pour cela, il compte discuter avec les syndicats et évaluer l'option d'allonger l'année scolaire ; de « voir s'il y aurait une possibilité de prolonger les cours au mois de juin, peut-être même juillet ».

Pour toute réponse, le président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Sylvain Mallette, a opposé un « non » catégorique à cette proposition. « Il est clair qu'il n'y aura pas

de prolongation du calendrier scolaire. Les profs en font déjà assez. Ils sont exténués. Il n'y a pas de climatisation dans la majorité des écoles, et il fait très chaud en juillet. On ne prolongera pas le calvaire des profs », a-t-il dit au *Devoir*.

Des semaines tough

Le 20 octobre, François Legault évoquait la possibilité d'alléger certaines mesures, pour les jeunes ou les personnes seules par exemple. Or voilà qu'il a prévenu les Québécois que « les prochaines semaines vont être *tough* ».

« On pensait encore, il y a quelques semaines, qu'on serait capables de casser la vague avec les mesures qu'on avait. Là, on n'a pas réussi à la diminuer », a-t-il déclaré.

À ses côtés, le directeur national de la santé publique, Horacio Arruda, a confirmé que Québec étudiait la possibilité de limiter les rassemblements du temps à Fêtes afin qu'ils ne regroupent pas plus de deux foyers. « J'espère ne jamais en arriver à ça », a tout de même souhaité le médecin, père de trois enfants avec qui il ne pourrait pas fêter Noël si ce scénario se concrétisait. « On n'a pas terminé nos discussions. [...] On va essayer de trouver un Noël familial, adapté et en santé », a-t-il affirmé.

Des demi-classes ?

La possibilité de fermer les écoles a déçu les oppositions, qui ont une fois de plus suggéré au premier ministre de réduire le nombre d'élèves présents en classe.

À la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Josée Scablirini a dit trouver intéressante l'idée d'offrir l'enseignement en alternance avec des groupes réduits de moitié. Mais il faut l'annoncer au plus vite. « Une mesure comme celle-là, ça demande une planification extraordinaire ! On ne peut pas faire ça en 24 heures », a-t-elle affirmé.

Sylvain Mallette a rappelé que son syndicat proposait dès le printemps dernier un enseignement hybride, avec la moitié des élèves en présence chaque jour. « Quand les élèves seraient à la maison, on peut imaginer qu'ils auraient une supervision pédagogique et un suivi par des profs retraités, par exemple », a-t-il avancé.

La députée libérale Marwah Rizqy a dit croire qu'il serait « pertinent de penser à réduire la taille des groupes, comme l'INSPQ l'a mentionné dans une étude ». « Il faut aussi offrir l'option de cours en ligne pour ceux qu'ils le souhaitent », a-t-elle ajouté.

« Le gouvernement devrait commencer par essayer de mettre en œuvre les solutions qu'on propose pour limiter la propagation dans les écoles, à commencer par la ventilation



des classes et la réduction du nombre d'élèves par classe », a aussi réagi l'élue solidaire Christine Labrie.

« Pourquoi si peu de prévisibilité dans le domaine de l'éducation et pourquoi ne pas essayer de [nouveaux] moyens avant d'arriver à la fermeture ? » a enfin demandé la députée pé-

quistre Véronique Hivon.

En point de presse, François Legault a affirmé que la pénurie de personnel enseignant ne permettait pas l'enseignement en demi-classes, d'autant plus compliqué avec « les plus jeunes ». Hélène Bourdages, présidente de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AM-

DES), a évoqué ce même manque de main-d'œuvre.

Or, « ce n'est pas vrai que ça demande deux fois plus d'enseignants », a répliqué Véronique Hivon. Une demi-classe à la maison pourrait suivre, en virtuel, les activités d'une demi-classe en présence à l'école, a-t-elle illustré.

laTribune

Des réserves sur les classes en été

ISABELLE PION
La Tribune

Le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) se questionne sur la possibilité de prolonger les classes en juin et juillet. Alors qu'on débat sur la ventilation, les écoles risquent d'être très chaudes à cette période, remarque le président du SEE, Richard Bergevin. « Il me semble qu'on a des gens qui ne réfléchissent pas très loin devant eux. À chaque début et fin d'année, on parle de ventilation parce qu'il fait trop chaud dans nos écoles. Elles ne sont pas conçues pour recevoir les élèves pendant l'été. C'est toujours la même situation. » L'instance syndicale se dit néanmoins ouverte à la discussion. La Fédération des établissements d'enseignement privés, pour sa part, plaide pour offrir la formation en ligne en cas de fermeture.

« Est-ce qu'on va être capable de faire un travail qui vaut la peine? On se questionne. On a beaucoup de réserves », indique Richard Bergevin en se questionnant sur le passage d'examens en période de canicule. Il serait impossible de climatiser l'ensemble des écoles d'ici la fin de l'année.

« L'autre élément, on a reçu plusieurs courriels de nos membres disant qu'il n'était pas question qu'on prolonge l'année, qu'ils sont fatigués et épuisés. Et on est seulement au mois de novembre. Les gens se projettent à la fin de l'année et voient cela de façon impossible. Ceci étant dit, si le ministre ou le premier ministre nous interpelle, on va aller discuter. »

À la fin de la dernière année scolaire, les équipes avaient eu comme consigne de ne pas utiliser de ventilateur en classe en raison des risques liés à la COVID-19. Celle-ci a finalement été modifiée : les ventilateurs ne devaient pas être dirigés directement vers les élèves.

La santé et la sécurité doivent être prioritaires, a-t-il lancé d'entrée de jeu.

« De prendre un congé prolongé, ce serait aidant pour le niveau de fatigue des enseignants. Mais, parce qu'il y a un mais, le ministre a mis en place la production du bulletin pour le 22 janvier. Ce qui a pour effet qu'on finit l'étape à Noël. S'il ferme les écoles une semaine plus tôt, il coupe du temps d'apprentissage, du temps d'évaluation. Le ministre nous a demandé d'évaluer toutes les

compétences qui parfois, ne sont pas nécessairement évaluées à chacune des étapes. Si on coupe encore, avec les changements des journées pédagogiques, le fait que les élèves aient du retard, ça crée une pression importante. Les enseignants ont dû revoir leur planification, ont dû reprogrammer les apprentissages à quelques reprises cet automne. Refaire une autre planification, ça devient impossible à réaliser pour que les apprentissages soient bien faits avant que les évaluations arrivent. »

Rappelons qu'exceptionnellement en raison de la pandémie, seulement 2 bulletins seront produits, au lieu de trois.

Le SEE se montre ouvert à plus de télé-enseignement. Quant à réduire les classes de moitié, une solution qui avait été avancée par les syndicats, il note que cette formule sera plus difficile à appliquer en cours d'année plutôt que si elle avait été mise en application dès la rentrée.

Dans un communiqué, la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP) propose à Québec de laisser la flexibilité aux écoles, notamment en leur permettant d'offrir l'enseignement virtuel pendant la période où les établissements seraient fermés pour une durée déterminée, par exemple avant ou après les Fêtes. « Dans une année scolaire où les premiers mois de l'année ont nécessité un important rattrapage et une période d'adaptation aux mesures sanitaires, nous considérons que chaque journée d'école est particulièrement importante et que tout doit être mis en œuvre pour ne pas que la crise sanitaire devienne une crise de décrochage et d'échecs scolaires », indique David Bowles, président de la Fédération.

Legault songe à fermer les écoles pour un mois durant les Fêtes

Pas question de prolonger l'année scolaire, prévient un syndicat de profs

Devant la flambée des cas de COVID-19, François Legault songe à fermer les écoles pour un mois durant la période des Fêtes. Un scénario qui suscite une levée de boucliers dans le réseau scolaire.

**GENEVIÈVE LAJOIE ET
DAPHNÉE DION-VIENS**
Bureau parlementaire et Le Journal de Québec

« Les prochaines semaines vont être *tough* pour les Québécois. On voit que la situation se détériore, entre autres, dans nos écoles », a glissé hier le premier ministre, en conférence de presse sur l'état de propagation du virus.

Le plus récent bilan révèle 1214 classes fermées en raison d'élèves ou de membres du personnel infectés par le virus, un bond de 364 en seulement deux jours.

Une situation qui ne plaît pas à François Legault, qui avait pourtant rejeté le scénario d'un congé de Noël plus long pour les écoliers il y a deux semaines à peine.

Mais qui dit écoles fermées, dit enfants à surveiller. L'impact sur les parents et leurs employeurs est non négligeable. Le premier ministre assure qu'il en est conscient.

D'ailleurs, il n'a pas exclu de fermer davantage d'entreprises durant cette période.

« Un coach de communication suggérerait de ne pas répondre à cette question hypothétique, a-t-il dit aux journalistes. On

regarde différents scénarios, puis, quand on a pris des décisions, le coach nous dit : "C'est à ce moment-là qu'on doit communiquer." Donc, si j'écoute bien mon coach, malheureusement, je ne répondrai pas à votre question ».

LA CLASSE EN JUILLET ?

Pour ne pas que les enfants soient pénalisés sur le plan scolaire, François Legault croit qu'on pourrait prolonger les classes plus tard au mois de juin, peut-être même en juillet.

Or la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) refuse catégoriquement d'envisager cette avenue. « Il n'y aura pas de prolongation de l'année scolaire. Il n'en est pas question », a lancé son président, Sylvain Mallette.

Il réclame plutôt la mise en place d'un système de dépistage accéléré pour le milieu scolaire et la réduction du nombre d'élèves par classe, afin de ralentir la propagation du virus dans les écoles.

À la Fédération des syndicats de l'enseignement, sa présidente Josée Scalabrini veut consulter ses membres avant de se prononcer, mais déplore qu'encore une fois, de tels scénarios soient discutés derrière des portes closes, sans impliquer les acteurs du réseau.

« UNE DES PIRES SOLUTIONS »

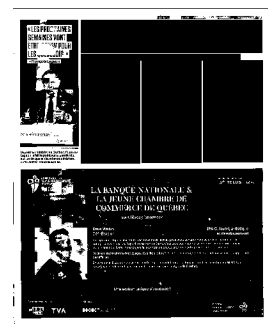
Du côté de la Fédération des comités de parents du Québec, on considère que la fermeture des écoles pendant un mois représenterait « l'une des pires solutions ».

Ce scénario risquerait d'accentuer le retard scolaire, de diminuer la motivation déjà fragile des élèves et d'isoler encore plus des jeunes vulnérables, fait valoir son président, Kévin Roy.

Les directions d'école ne voient pas non plus ce scénario d'un bon œil. Nicolas Prévost, président de la Fédération québécoise des directions d'établissements, affirme qu'il faut tout faire pour garder le plus possible les élèves en classe.

Il serait par ailleurs irréaliste de penser que tous les enfants pourraient suivre des cours en ligne pendant une semaine ou deux à partir de la maison.

« On n'est pas prêt à passer à l'enseignement à distance partout », affirme-t-il. Dans certaines régions, les commandes de matériel informatique n'ont pas encore été livrées.



Longues vacances à Noël pour les élèves: une stratégie qui divise à Québec

TVA Nouvelles | Publié le 12 novembre 2020 à 12:44 - Mis à jour le 12 novembre 2020 à 13:53



Les élèves du Québec auront-ils droit à de longues vacances de Noël qui pourraient dépasser les deux semaines habituelles cette année?

- À lire aussi: [Legault songe à fermer les écoles pour un mois durant les Fêtes](#)
- À lire aussi: [EN DIRECT | Les derniers développements sur le coronavirus](#)

Ce scénario discuté à Québec aurait l'avantage de réduire les éclosions dans les écoles, la pression sur le système de santé et la propagation dans la communauté.

Ainsi, quelques jours seraient ajoutés avant et après les vacances du temps des Fêtes, question de garder les élèves en isolement préventif avant de retourner en classe en janvier.

Pour les oppositions à Québec, d'autres options devraient être envisagées.

Pour la porte-parole libérale en matière d'éducation, il faudrait plutôt songer à avoir un plan de retour progressif en classe.

permettre aux parents d'avoir l'option des cours en ligne pour ceux qui peuvent le faire!», a demandé Marwah Rizqy.

Pour Québec solidaire, une telle mesure aurait des conséquences pour les femmes.

«Bien sûr, si on parle d'avoir les enfants à la maison, ce sont les femmes qui payent ce prix-là. »

Le chef du Parti québécois Paul St-Pierre Plamondon a jugé pour sa part que des avis scientifiques clairs permettraient de justifier une telle approche.

«L'adhésion pourrait être flexible, pour s'ajuster pour changer le plan de temps à autre. Les gens sont de bonne foi, mais s'il vous plaît, arrêtons de cacher les avis de santé publique.

Dans la même catégorie

COVID-19 | CORONAVIRUS



Période des Fêtes

Legault songe à fermer les écoles pour un mois

🕒 Hier à 21:21

COVID-19 | CORONAVIRUS



LEDEVOIR

L'air en milieu scolaire n'est pas exemplaire



Alexis Riopel

13 novembre 2020

Éducation

Deux classes qui manquent considérablement d'aération. Une autre, bien que ventilée mécaniquement, qui souffre d'un taux de dioxyde de carbone soulevant des interrogations. Une enquête du *Devoir* menée dans cinq établissements scolaires québécois met en lumière des problèmes de ventilation qui pourraient affecter un grand nombre d'écoles au Québec, y contribuant potentiellement à l'accumulation d'aérosols infectés par le coronavirus (<https://www.ledevoir.com/coronavirus>) dans l'air des classes.

Les résultats de cette démarche, visant à évaluer la qualité de la ventilation dans quelques classes, tombent au terme d'une semaine de débats intenses sur cette question dans la sphère politique. Au Québec, la majorité des écoles ne disposent pas d'un système central de ventilation. Plus du quart des éclosions actives de COVID-19 dans la province sont en milieu scolaire.

Six enseignants de cinq écoles ont mesuré la concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans leur local grâce à des appareils fournis par *Le Devoir*. Le CO₂, généré par la respiration des occupants d'un local, est un indicateur reconnu du taux de changement d'air. Les enseignants ont par ailleurs pris en note le moment d'ouverture et de fermeture des fenêtres. Nous ne révélons pas leur identité, ni leur école, car ils ont agi sans l'autorisation de leur direction et de leur centre de services scolaire.

En données | Pour tout savoir sur la COVID-19

- **Notre tableau de bord sur l'évolution de la pandémie, revu et amélioré**
(<https://www.ledevoir.com/documents/special/2020-07-22-evolution-covid19-quebec/index.html>)
- **La carte des régions à risque au Québec, mise à jour en temps réel**
(<https://www.ledevoir.com/societe/586788/consultez-la-carte-des-zones-a-risque-au-quebec-en-temps-reel>)
- **Le petit lexique des couleurs de la pandémie** (<https://www.ledevoir.com/societe/sante/586007/jaune-orange-rouge-queelles-precautions-pour-queelles-couleurs>)
- **La liste des écoles touchées par la COVID-19**
(<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/585412/consultez-la-liste-des-ecoles-ayant-au-moins-un-cas-de-covid-19>)
- **Comment le coronavirus a-t-il progressé dans différentes nations?**
(<https://www.ledevoir.com/societe/sante/576393/comment-le-coronavirus-a-t-il-progresse-dans-differentes-nations>)
- **Nos journalistes scientifiques en action** (<https://www.ledevoir.com/motcle/la-science-de-la-covid-19>)

« C'est inquiétant », dit une enseignante qui a mesuré une concentration de CO₂ de 1800 parties par million (ppm) en fin d'après-midi dans sa classe de cinquième et sixième années du primaire, alors que Québec recommande de maintenir la concentration sous environ 1100 ppm.

Une telle valeur est « un signe que la ventilation ne réussit pas à faire le travail », indique Katherine D'Avignon, une professeure de l'École de technologie supérieure spécialisée dans les systèmes de ventilation. Dans un local, explique-t-elle, les occupants sont la seule source de CO₂. Sa concentration suit la même tendance que les autres « polluants » émis par les occupants, comme les gouttelettes microscopiques de type aérosol, en l'absence de filtration de l'air.

Cumulatif

« Ce qui était frappant, ajoute l'enseignante qui a mesuré 1800 ppm, c'est à quel point c'était cumulatif, malgré le fait que j'avais ouvert une fenêtre et que la porte était ouverte la plupart du temps. Visiblement, les petites pauses de récréation ne suffisaient pas du tout à renouveler l'air, parce que plus la journée avançait et plus c'était élevé. » Les vieilles fenêtres de sa classe s'ouvrent très difficilement, dit-elle. Des valeurs semblables ont été enregistrées dans une autre classe de la même école.

Dans d'autres établissements, l'ouverture des fenêtres ou le système de ventilation assuraient le maintien d'une concentration de CO₂ acceptable. Dans des gymnases, les valeurs de CO₂ étaient même exemplaires, n'excédant jamais 600 ppm. Toutefois, dans une autre classe de primaire, la concentration a monté en flèche, doublant presque en 45 minutes, avant que les enfants partent en récréation. À 1000 ppm, elle frisait alors le seuil où les experts en bâtiment commencent à se poser des questions sur la qualité de la ventilation, indépendamment de la pandémie.

«» La ventilation ne réussit pas à faire le travail

— Katherine D'Avignon

« Dans le fond, ce qu'on comprend, c'est que, si on n'ouvre pas les fenêtres, ça ne fait qu'augmenter », dit l'enseignante qui a pris ces mesures. En plus de la ventilation naturelle — rendue facile par la météo clémente des derniers jours, mais qui va assurément se compliquer dans les semaines à venir —, sa classe est desservie par un système de ventilation mécanique.

Les mesures de CO₂ prises dans un local ventilé mécaniquement doivent cependant être analysées avec plus de circonspection, dit M^{me} D'Avignon. Si le système est muni d'un filtre efficace, il va alors intercepter les aérosols, mais laisser passer le CO₂. D'autres paramètres doivent alors être examinés pour conclure à un risque d'accumulation d'aérosols potentiellement infectés. Et pour fonctionner efficacement, les filtres et les conduits d'aération doivent être propres, ajoute-t-elle.

Un enseignant en arts des Laurentides, qui n'a pas pris de mesures de CO₂, doute de la propreté de ces filtres et conduits. « En 15 ans, les trappes d'air dans mon local n'ont jamais été nettoyées », confie-t-il. Dans sa classe, située dans un sous-sol bétonné, il n'y a aucune fenêtre. Seules quatre petites ouvertures, au plafond, injectent de l'air recyclé provenant d'ailleurs dans l'école. Il ne sait pas si ce système est muni de filtres et craint que le système de ventilation ne protège pas ses élèves d'une transmission aérienne de la COVID-19.

Les classes des écoles québécoises doivent, en forte majorité, se contenter de ventilation naturelle. Selon notre analyse du plus récent Bilan énergétique du réseau des commissions scolaires (<http://www.education.gouv.qc.ca/references/tx-solrtypercherchepublicationtx-solrpublicationnouveaute/resultats-de-la-recherche/detail/article/bilan-energetique-du-reseau-des-commissions-scolaires/>) (2015-2016), seulement 37 % des établissements scolaires au Québec sont munis d'un système de ventilation ou de climatisation desservant la majeure partie du bâtiment.

Opinions divergentes

Leon Wang, un professeur de génie à l'Université Concordia spécialisé dans la ventilation, explique que la situation dans les écoles non ventilées mécaniquement pose de sérieux défis. « En gros, vous avez un fort taux de génération d'aérosols parce que les professeurs parlent fort, que les élèves sont exposés pendant de longues périodes et que ce sont des endroits mal ventilés, surtout en hiver parce que vous ne pouvez pas faire entrer de l'air frais. » Ces trois facteurs — forte génération de particules, longues expositions, mauvaise ventilation — sont les contributeurs les plus importants à un risque d'infection, dit-il pour résumer.

La semaine dernière, Santé Canada a ajouté les aérosols à sa liste des voies de transmission (<https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/professionnels-sante/principaux-modes-transmission.html>) du SRAS-CoV-2. « Les rapports d'éclosions dans des milieux mal ventilés permettent de penser que des aérosols infectieux étaient en suspension dans l'air et que des personnes ont inhalé le virus », lit-on sur son site Web. « Nous n'avons pour l'instant aucune preuve que le virus soit capable de se transmettre sur de longues distances dans l'air, par exemple d'une pièce à l'autre par les conduits d'air », ajoutait cependant le ministère.

Le D^r Stéphane Perron, de l'Institut national de la santé publique du Québec (INSPQ), juge que la position de Santé Canada manque de contexte. Ce sont les contacts « rapprochés et prolongés » qui contribuent d'abord et avant tout à la transmission du virus, dit-il. À la demande de Québec, l'INSPQ prépare son propre rapport sur la transmission par les aérosols, qui devrait être rendu public dans une semaine ou deux, selon le médecin. « Tant mieux si on peut ajouter de la ventilation, ajoute-t-il, c'est bon dans toutes les circonstances. Mais ce n'est pas ça qui va diminuer la transmission dans les écoles actuellement. De toute façon, c'est une mesure qui est très complexe à implanter à court terme. »

« En gros, vous avez un fort taux de génération d'aérosols parce que les professeurs parlent fort, que les élèves sont exposés pendant de longues périodes et que ce sont des endroits mal ventilés, surtout en hiver parce que vous ne pouvez pas faire entrer de l'air frais.

— Leon Wang

Étienne Robert, un professeur de Polytechnique Montréal spécialisé dans la propagation des aérosols, invite lui aussi à ne pas paniquer au sujet de la propagation aérienne. « L'écrasante majorité des cas de transmission, c'est par l'intermédiaire de gouttelettes qui ne restent pas dans l'air, dit-il. Donc, dans ces cas-là, il n'y a pas d'inquiétude à avoir avec une accumulation. Même les aérosols fins, de moins d'un micron par exemple, ont une durée de vie finie dans l'air. Ils vont finir par s'agglomérer avec des particules plus grosses et tomber au sol. »

La professeure de microbiologie Caroline Duchaine, de l'Université Laval, croit au contraire que, même si les aérosols ne transmettent sûrement pas le SRAS-CoV-2 sur de longues distances, il faut soigner la ventilation dans les édifices publics. « On sait qu'il y a des virus dans l'air. On sait que les gens malades en émettent dans l'air. On sait que le virus est capable de résister, d'une certaine façon, à ce séjour dans l'air. Compte tenu de tout cela, une bonne ventilation fait en sorte qu'il n'y a pas d'augmentation de la quantité de virus [dans l'air] d'un bâtiment. »

Dans un article scientifique (<https://cmr.asm.org/content/34/1/e00184-20>) publié fin octobre, la professeure Duchaine et la D^{re} Sophie Zhang, cheffe adjointe à l'hébergement au CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, proposaient une définition élargie des aérosols, y compris des particules plus grosses que celles généralement considérées. Ces particules « inhalables », qui restent en suspension dans l'air moins longtemps et contaminent par le nez sont, selon ces auteurs, des « candidats idéaux » pour expliquer les éclosions actuellement documentées. Dans ce paradigme, la ventilation joue un rôle, soulignent-elles.

Pression politique

Cette semaine, la pression politique a monté, à l'Assemblée nationale, au sujet de la ventilation dans les écoles. Mercredi, Québec solidaire (<https://www.ledevoir.com/Quebec+solidaire>) a déposé une motion demandant l'ajout dans les classes de sondes de CO₂ et de purificateurs d'air portatifs. En fin de journée, le gouvernement caquiste a refusé de soutenir cette motion. « Sincèrement, on n'a pas le temps de niaiser », a lancé de son côté la députée libérale Marwah Rizqy, jeudi, qui presse le gouvernement d'agir.

La porte-parole du mouvement Je protège mon école publique, Patricia Clermont, invite aussi à la prudence en matière de ventilation. « Le principe de précaution me dit qu'il ne faut pas négliger cette question-là, qui peut améliorer l'efficacité des autres mesures mises en place. J'aurai aimé qu'on porte une attention particulière à la ventilation, même si on n'est pas sûrs [de son effet exact], parce qu'on s'en va vers une saison où on devra fermer les fenêtres », dit celle avec qui *Le Devoir* a collaboré pour trouver des enseignants volontaires afin de prendre les mesures.

Le gouvernement est au courant des lacunes quant à l'aération des écoles depuis des années. En 2012, le Vérificateur général du Québec déposait un rapport critique (http://www.ledevoir.com/documents/pdf/rapport_air_img.pdf) à cet égard. Son équipe avait relevé des « indices de ventilation inadéquate » dans les cinq écoles principalement ventilées de façon naturelle qu'elle avait

visitées. Des concentrations de CO₂ s'élevant jusqu'à 1750 ppm avaient été mesurées. Dans une école munie d'un système de ventilation mécanique, des concentrations hors normes avaient également été relevées, jusqu'à 2413 ppm.

Encore cet automne, le ministère de l'Éducation rappelait dans un document (http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/education/reseau/qualite_air_reference_s.pdf) que, si la concentration de CO₂ dans une classe s'élève à plus de 700 ppm au-dessus de la valeur extérieure (qui varie entre 400 et 500 ppm), « les occupants peuvent présenter des signes d'inconfort ». Pour les nouveaux bâtiments ventilés mécaniquement, il recommande une concentration maximale de 1000 ppm. Ces seuils ne sont pas des normes, mais des recommandations.

Partout dans le monde, des experts en ventilation constatent depuis des années que les écoles souffrent de problèmes de ventilation. Certaines études montrent par ailleurs que des concentrations élevées de CO₂ nuisent aux performances cognitives. Une revue de la littérature scientifique, réalisée en 2017, indique que les taux d'aération faisaient souvent défaut dans les écoles.

« J'encouragerais les écoles à surveiller la ventilation dans les classes en utilisant des sondes CO₂, fait valoir M. Wang. Là où des mesures très élevées seraient obtenues, des mesures devraient être prises sur-le-champ pour améliorer la ventilation. »

La professeure D'Avignon abonde dans ce sens. Elle croit aussi qu'une mesure du CO₂ dans les classes qui ne sont pas ventilées mécaniquement serait un excellent outil pour les enseignants. « [La qualité de la ventilation] repose entièrement sur leurs épaules, alors qu'ils ne sont pas formés dans ce domaine. Je pense que ça pourrait les aider à savoir si les mesures qu'ils mettent en place dans leur classe fonctionnent ou pas. »

À voir en vidéo



Quebec might close schools for a short time

JESSE FEITH

As the number of COVID-19 cases in Quebec schools continues to grow, Premier François Legault said Thursday the government is considering shutting down schools for a limited period of time to regain control of the situation.

The shutdown would probably come in the form of an extended holiday break, with schools being asked to close an extra two weeks and make up the lost time next summer.

Referring to the idea as a last resort only, Legault said the government has not made a final decision on the matter.

But what's clear, the premier said, is the virus is spreading through the school system: there are now more than 1,000 classes closed because of outbreaks, including 324 in the last two days alone.

"The situation is deteriorating in our schools," Legault said. "Children have already lost many days of school last spring, but we have to consider all of our options to break the wave."

Legault made the comments at a COVID-19 news conference Thursday as the province reported 1,365 new cases, an additional 42 deaths and 10 more people in hospital. It was the second day in a row more than 1,300 new infections were registered.

Though calls have increased this week for the government to address the poor ventilation in many schools across the province,

Legault said at this point he has no evidence the recent outbreaks in schools are linked to ventilation issues.

Legault's announcement came as some Quebec universities, including Concordia in Montreal, pushed back the start of classes next year by one week to give staff and students "additional downtime."

But doing the same with elementary and high schools students creates a whole other set of headaches for parents and teachers alike, said Heidi Yetman, president of the Quebec Provincial Association of Teachers working in the English education system.

"All it does is create insecurity and uncertainty, and that is really hard on people working in the school system," Yetman said of Thursday's announcement.

"Not knowing what's happening in the next couple of weeks, or what's happening at Christmas, or whether you're going to have to work the first two weeks of July," she said. "It's stressful."

Asked Thursday what he expects working parents to do with their children if schools do close for a period, Legault said it was a dilemma Quebec faced in the spring and will adapt to face again.

"Obviously, we're very, very aware that if we close schools for a longer period it has an impact on parents and an indirect impact on businesses," he said. "If we do (close schools), we would try to find the best way to limit inconveniences for parents."

Legault also took time Thursday to warn the next few weeks will not be easy. Though he said he's "pleasantly surprised" with how stable hospitalizations have been, he's worried about the mounting death toll and the rate at which the virus is spreading across the province.

"A few weeks ago we thought we would be able to break the wave with the measures we took, but now it looks like we didn't manage to," Legault said.

Asked if that meant more restrictions will be coming, the premier said it isn't in the plan for now but that he can't exclude anything at this point.

Quebec Health Minister Christian Dubé echoed the same sentiment.

"We don't need to add measures, but we need to follow those that are in effect," Dubé said. "We need to create some wiggle room. It's a shared responsibility: Everyone needs to look in the mirror and ask themselves if they can make the effort."

The government is still evaluating different scenarios for the holiday season, with the goal being allowing families to see each other but avoiding large gatherings. The possibility of allowing two households to come together is still being examined.

But a lot can still change between now and then, said Quebec's director of public health, Horacio Arruda.

Arruda said he knows people aren't respecting all the measures in effect, but said that's the only thing that will dictate where the province is a month from now. He urged Quebecers to consider that in the weeks ahead if they want to have any sense of normalcy over the holidays.

"The virus is here," Arruda said. "And I don't want to be in the nightmare we see in the United States come Christmas time."

jfeith@postmedia.com



Christian Dubé



leDroit

Les modifications possibles au calendrier scolaire ne font pas l'unanimité

DANIEL LEBLANC

Le Droit

La possibilité de prolonger d'un mois le congé des Fêtes dans les écoles et en contrepartie d'allonger le calendrier scolaire jusqu'à la fin juin, «peut-être même juillet» est accueillie plutôt froidement par le syndicat qui représente la majorité des enseignants de l'Outaouais.

Ce scénario, évoqué pour la première fois par le premier ministre François Legault en point de presse jeudi, n'impressionne guère la présidente du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais (SEO), Suzanne Tremblay.

Si on admet que d'allonger le congé scolaire des Fêtes peut avoir des côtés bénéfiques, on balaie toutefois du revers de la main l'hypothèse de prolonger l'année scolaire jusqu'aux premières chaleurs estivales.

«Encore une fois, il y a un constat d'échec quelque part et on veut trouver une façon de faire sans avoir trop consulté le milieu. On décide de peut-être prolonger les vacances de Noël, en se disant qu'on pourrait aussi modifier la fin du calendrier scolaire, sans consulter les profs. La réponse des profs, c'est qu'ils se disent épuisés. Ce sont eux qui portent la réouverture des écoles sur leurs épaules, qui s'occupent de plusieurs mesures (sanitaires), qui doivent planifier et replanifier, faire de l'enseignement à distance, etc. Et là, on voudrait en plus leur demander de prolonger leur année? Assez, c'est assez. Prolonger le calendrier, c'est là où ça choque les enseignants. Le reste, c'est un choix de santé publique qui peut faire partie de la solution», s'exclame Mme Tremblay.

Celle-ci ajoute qu'elle doute fort que les familles apprécieraient que leurs vacances vont débiter plus tard.

Dans la région, les élèves doivent selon le calendrier scolaire actuel quitter les bancs d'école pour les vacances des Fêtes le 22 décembre, puis revenir en classe dès le 7 janvier. L'année scolaire doit quant à elle se terminer, en principe, le 23 juin.

« Assez, c'est assez. Prolonger le calendrier, c'est là où ça choque les enseignants. »

— Suzanne Tremblay

Le SEO invite le gouvernement à se tourner vers d'autres solutions, par exemple modifier le régime pédagogique, plutôt que d'allonger cette année scolaire totalement hors du commun.

«On lui demande de plutôt repenser les programmes. Quels sont les savoirs essentiels, qu'est-ce qu'on doit cibler? Il ne répond pas à cette demande qu'on a fait en septembre. On essaie de faire comme si cette année-là était normale, mais elle est tout sauf normale. On est dans une année où il y a beaucoup d'absences, plusieurs élèves qui ont pris du retard, des profs qui doivent toujours s'adapter aux nouvelles consignes. [...] On a aussi proposé au ministre (Roberge) de diminuer le nombre d'élèves par groupe, ça se fait présentement en Ontario et ailleurs dans le monde. Ça peut se faire de différentes façons, il n'y a pas de modèle unique», dit-elle.

Si l'on souhaite prolonger les vacances des Fêtes pour éviter un retour trop rapide en classe après que des rassemblements privés aient été autorisés, limitant ainsi les risques de propagation, Mme Tremblay explique qu'il existe aussi la possibilité de reprendre les cours à la date initialement prévue avec de l'enseignement à distance. Ainsi, on pourrait éviter de prolonger l'année scolaire en juin ou juillet tel qu'évoqué.

De son côté, le Syndicat du soutien scolaire de l'Outaouais (SSSO-CSQ) réagit avec prudence face à ces scénarios possibles mais déplore d'avoir appris les grandes lignes de ce plan en même temps que la population jeudi après-midi.

«Malgré que le SSSO y voit une manière de reposer nos membres et de diminuer la surcharge de travail, nous souhaiterions que le premier ministre mentionne au ministère de l'Éducation de réellement discuter avec les organisations syndicales puisqu'encore une fois nous apprenons la nouvelle par les médias. Advenant une modification du calendrier scolaire, il faudra voir les répercussions sur nos différents corps d'emploi et l'aménagement du temps de travail. La consultation des organisations syndicales est donc très importante si cette situation se concrétise localement», indique le président, Simon Dostie-Cormier.

ÉCOLES

MALGRÉ LA HAUSSE DES CAS, LE MINISTRE ROBERGE GARDE LE CAP

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

Bien qu'il y ait actuellement près de 1200 classes fermées et que le premier ministre juge la situation dans les écoles préoccupante, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, garde le cap et estime que les mesures sanitaires dans les écoles sont suffisantes, y compris celles prises pour assurer la qualité de l'air.

En entrevue téléphonique à La Presse, le ministre le réitère : ce qui se passe dans les écoles est le reflet de ce qui se passe dans la communauté. Ainsi, il juge que le plan de réouverture des classes, y compris le concept de bulle-classe, est encore efficace.

« Il fonctionne parce qu'il est appliqué avec plusieurs autres mesures, estime Jean-François Roberge. Les bulles-classes, les horaires différenciés, les dîners séparés, le transport scolaire, les masques pour les élèves du secondaire même en classe, ce sont toutes ces mesures qui nous aident à limiter la propagation. C'est vrai qu'il y a plus de cas dans les classes, mais il y a plus de cas au Québec aussi. »

Ne serait-il pas temps d'être plus précis dans les directives envoyées aux écoles ? D'envisager de louer des locaux à l'extérieur des écoles pour augmenter la distanciation ? De songer à faire l'école une journée sur deux ?

« Pour l'instant, ce qu'on doit faire, c'est appliquer le plan actuel et s'assurer qu'il n'y a pas de relâchement. C'est un peu ça qui nous inquiète, des fois, qu'il y ait un relâchement dans l'application des consignes. »

— Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

Le ministre estime qu'à ce moment-ci, le réseau de l'éducation « a besoin de stabilité », mais assure être toujours « à la recherche de solutions » avec la Santé publique.

L'idée de prolonger le congé des Fêtes « fait partie de ce qui est sur la table », mais pas question pour l'instant de faire l'école à distance pour d'autres élèves que ceux en 3e, 4e et 5e secondaires. Jean-François Roberge dit qu'il faut aussi « faire attention à la santé mentale des élèves et s'assurer d'une fréquentation scolaire ».

VENTILATION : PAS POSSIBLE DE FAIRE PLUS, DIT LE MINISTRE

La Presse révélait jeudi que Québec ne dispose pas d'une vue d'ensemble de l'état des systèmes de ventilation dans ses écoles. À ce sujet, le ministre Roberge dit qu'il a demandé en juin une reddition de comptes aux centres de services scolaires et que les résultats lui parviendront d'ici la fin du mois. « Ça va nous permettre d'avoir un tableau de bord national sur l'aération et la ventilation », assure le ministre.

N'aurait-on pas pu en faire davantage cet été ? À ce sujet, le ministre cite les sommes investies dans l'entretien des écoles, le rappel fait au réseau sur la nécessité de bien entretenir les systèmes de ventilation et l'ajout de 20 millions en septembre pour l'entretien des systèmes de ventilation. « Je ne pense pas que c'est possible de faire plus que ça », dit Jean-François Roberge.

Jeudi, le premier ministre, François Legault, a assuré qu'il n'y avait pas d'indication que des fermetures de classe seraient liées à des problèmes de ventilation et a rappelé que la Santé publique recommandait essentiellement l'entretien des systèmes de ventilation.

« La Santé publique ne nous a pas dit : "Ça prend une évaluation de la qualité de l'air dans chaque classe ou ça prend un purificateur dans chaque école." On n'a pas eu ces recommandations-là. »

— François Legault, premier ministre du Québec, faisant allusion aux demandes des partis d'opposition

Questionné sur la possibilité d'équiper les écoles de systèmes portatifs de ventilation, le ministre de l'Éducation s'en remet aux centres de services scolaires et cite la commission scolaire Lester B. Pearson, à Montréal, qui en a fait l'achat.

« Pour moi, c'est un exemple de bonne gouvernance. Ils ont fait des tests, en ont installé où c'était nécessaire, avec le budget du gouvernement. Pour moi, c'est ça la décentralisation, c'est la vision caquiste : on donne l'argent, on permet aux organisations locales de prendre les décisions et ensuite on fait une reddition de comptes », dit Jean-François Roberge.

— Avec Fanny Lévesque, La Presse

«Trop tôt pour s'engager et trop tôt pour fermer la porte», dit le ministre Roberge

TVA NOUVELLES

Jeudi, 12 novembre 2020 17:00

MISE À JOUR Jeudi, 12 novembre 2020 17:00

Le gouvernement étudie la possibilité d'allonger de deux semaines le congé de Noël pour les jeunes, mais ne s'engage pas officiellement dans cette voie.

• **À lire aussi: COVID-19: Legault songe à fermer les écoles pour un mois durant les Fêtes**

Le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge assure qu'il s'agit pour l'instant que d'une recommandation de la santé publique.

«C'est une des options sur la table, c'est une décision de la santé publique, une recommandation qui pourrait nous être faite, si la situation épidémiologique ne s'améliore pas», a-t-il expliqué en entrevue à LCN.

Il ajoute que si les nombre de cas finit par baisser, cette option deviendra alors beaucoup moins attirante.

Le ministre dit que si cette décision devait être prise, le gouvernement en ferait l'annonce rapidement pour aider les parents à se préparer.

Une chose est certaine, si le congé des Fêtes est prolongé, il y a de fortes chances que l'année scolaire le soit aussi.

«Je n'ai pas le goût de renoncer à des journées d'école, on sait que la meilleure place pour nos enfants, c'est à l'école», affirme le ministre.

Il précise qu'il faut déjà rattraper le retard accumulé lors de la fermeture du printemps dernier.

2 commentaires

Trier par **Les plus anciens**



Ajouter un commentaire...



Éric Châteauvert

Méchant menteur ce ministre lorsqu'il dit qu'il consulte tous ses partenaires en éducation lorsqu'il prend des décisions. Il n'a consulté aucun syndicat du personnel de soutien scolaire pour l'ajout des trois pédagogiques bonbons aux enseignants.

J'aime · Répondre · 1 · 10 h



Marc Poirier

Non mais sérieux, il fait quoi encore en poste se professeur de 3ème année? Il a assez nui à une génération avec l'annulation sans aucune raison valable de la Cote R et maintenant, il veut fermer les écoles pour 1 mois? Danger... Il est un danger pour notre société.

J'aime · Répondre · 1 · 10 h

plugin Commentaires Facebook

leSoleil

«Pas le temps de niaiser!» somme Marwah Rizqy

OLIVIER BOSSÉ
Le Soleil

«On n'a pas le temps de niaiser! L'hiver s'en vient. Vous avez la preuve, les décorations de Noël sont sorties à l'Assemblée nationale. J'ai regardé L'Almanach du peuple, ce n'est jamais arrivé, un redoux national, au Québec, un été indien en janvier puis en février. Ça n'arrivera pas! Alors, à la place de s'entêter puis de nous obstiner, je demande un état des lieux.»

C'est à sa manière toujours énergique et imagée que la critique libérale en matière d'éducation, Marwah Rizqy, jeudi matin, a encore sommé le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, de dresser un portrait global des systèmes de ventilation dans les écoles du Québec.

Ce à quoi deux heures plus tard, au Salon bleu, le ministre Roberge a assuré que les analyses sont en cours et a promis un état des lieux complet pour la fin novembre.

Soumis à un barrage de questions sur le sujet de la part du Parti libéral et de Québec solidaire, le ministre a surtout répété que son gouvernement a décentralisé les pouvoirs et que chaque centre de services scolaires doit faire sa propre évaluation et possède l'argent nécessaire pour s'équiper en appareils de ventilation s'il le faut.

À l'aide d'un tableau, comme aime souvent en utiliser sa vis-à-vis libérale Rizqy, M. Roberge en a aussi profité pour souligner la négligence des gouvernements précédents dans l'entretien des écoles.

En guerre sans munitions

En mêlée de presse matinale, Mme Rizqy avait répété «faire face à un mur» en parlant de «l'entêtement» et de l'obstination du ministre Roberge à refuser toute proposition constructive de l'opposition, selon elle.

Alors que l'Organisation mondiale de la santé confirme que la transmission du virus de la COVID-19 peut se faire dans l'air par microgouttelettes (aérosols), un article de La Presse révélait que le gouvernement Legault ne détient pas de données sur les capacités de ventilation dans les classes.

Mercredi, à la radio du 98,5 à Montréal, le ministre de la Santé, Christian Dubé, a reconnu qu'un plan à propos de la ventilation aurait dû «être fait depuis longtemps».

Comme l'avait fait aussi fait la veille Québec solidaire, Mme Rizqy et le Parti libéral du Québec demandent que chaque école soit équipée d'un détecteur de CO2 et, selon les résultats recueillis par classe, puisse ensuite installer des purificateurs d'air au besoin.

«Ce n'est pas normal qu'il y ait des entreprises du Québec [fabricantes de détecteurs de CO2 et de purificateurs d'air] qui n'ont eu aucun appel du gouvernement pour se munir de ces outils. On est en guerre, puis vous êtes en train de me dire qu'il y a des munitions, là, qui sont à côté de moi, mais on n'utilisera pas les munitions!» a aussi clamé la députée libérale qui, justement, fait de la suppléance tous les lundis dans une classe de cinquième année de sa circonscription de Saint-Laurent, à Montréal.

Pas de recommandation de la Santé publique

Lors de son point de presse de 13 h, le premier ministre a défendu son ministre de l'Éducation.

«Depuis le début, on a toujours suivi les recommandations du Dr Arruda puis de la Santé publique. Il n'y a pas... en tout cas, selon la Santé publique, d'indication que ces cas-là [dans les écoles], en tout cas, la majorité de ces cas-là, qu'ils seraient reliés à des problèmes de ventilation. Donc, pour l'instant, la recommandation qu'on avait eue il y a quelques mois et puis qu'on continue d'avoir de la Santé publique, c'est de s'assurer de bien faire l'entretien des systèmes de ventilation dans les écoles», a indiqué François Legault.

«Donc, pour être bien clair, la Santé publique ne nous a pas dit : "Ça prend une évaluation de la qualité de l'air dans chaque classe" ou "ça prend un purificateur dans chaque école". On n'a pas eu ces recommandations-là. Par contre, le ministre de la Santé a demandé au Dr Arruda de réévaluer la situation avec des experts de l'extérieur. Mais pour l'instant, il n'y a pas de modification de la part de la Santé publique par rapport aux recommandations qu'on a eues depuis l'été passé», assure le patron.

Levée de boucliers contre une fermeture prolongée des écoles pendant les Fêtes



DAPHNÉE DION-VIENS

Jeudi, 12 novembre 2020 17:08

MISE À JOUR Jeudi, 12 novembre 2020 17:08

La fermeture éventuelle des écoles pendant un mois durant la période des Fêtes suscite une levée de boucliers dans le réseau scolaire. Des syndicats d'enseignants refusent catégoriquement de prolonger l'année scolaire à la fin juin, alors que des représentants de parents affirment qu'il s'agirait de «l'une des pires solutions».

• À lire aussi: [COVID-19: Legault songe à fermer les écoles pour un mois durant les Fêtes](#)

• À lire aussi: [«Trop tôt pour s'engager et trop tôt pour fermer la porte», dit le ministre Roberge](#)

Jeudi, le premier ministre François Legault a confirmé que ce scénario est à l'étude, alors que la situation se détériore dans le réseau scolaire. Le nombre de classes fermées a grimpé en flèche au cours des derniers jours, avec un total de 1214 groupes d'élèves en isolement, selon le plus récent bilan disponible.

Bien qu'aucune décision n'ait encore été prise, M. Legault a évoqué la possibilité de prolonger les vacances des Fêtes et de modifier le calendrier scolaire en conséquence, afin éventuellement de «prolonger les cours au moins de juin, peut-être même juillet».

Refus catégorique

Or, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) refuse catégoriquement d'envisager cette avenue. «Il n'y aura pas de prolongation de l'année scolaire. Il n'en est pas question», a lancé son président, Sylvain Mallette.

La FAE, comme l'ensemble du secteur public, est présentement en négociation avec Québec pour le renouvellement des conventions collectives.

«Le gouvernement est en train de perdre le contrôle, le modèle de retour en classe qu'il a imposé contribue à nourrir la 2^e vague et il faudrait qu'en plus, les profs acceptent de prolonger l'année scolaire? Ça ne passera pas», a ajouté M. Mallette.

La Fédération autonome de l'enseignement réclame plutôt la mise en place d'un système de dépistage accéléré pour le milieu scolaire et la réduction du nombre d'élèves par classe, afin de ralentir la propagation du virus dans les écoles.

À la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), sa présidente, Josée Scalabrini, veut consulter ses membres avant de se prononcer, mais déplore qu'encore une fois, de tels scénarios soient discutés derrière des portes closes, sans impliquer les acteurs du réseau. «C'est un manque de respect que les enseignants n'acceptent plus», lance-t-elle.

«Une des pires solutions»

Du côté de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), on considère que la fermeture des écoles pendant un mois représenterait «l'une des pires solutions».

Ce scénario risquerait d'accentuer le retard scolaire, de diminuer la motivation déjà fragile des élèves et d'isoler encore plus des jeunes vulnérables, fait valoir son président, Kévin Roy.

«Je ne pense pas que c'est une bonne solution», affirme-t-il, tout en évoquant le casse-tête de la conciliation famille-travail pour les parents

Les directions d'école ne voient pas non plus ce scénario d'un bon œil. Nicolas Prévost, président de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE), affirme qu'il faut tout faire pour garder les élèves en classe le plus possible sans toutefois vouloir se prononcer officiellement puisque les modalités d'un tel scénario ne sont pas encore connues.

Pas de classes virtuelles pour tous

Il serait par ailleurs irréaliste de penser que tous les élèves pourraient suivre des cours en ligne pendant une semaine ou deux à partir de la maison, ajoute M. Prévost. «On n'est pas prêt à passer à l'enseignement à distance partout», affirme-t-il.

Dans certaines régions, particulièrement celles où le niveau d'alerte est bas, les commandes de matériel informatique n'ont pas encore été livrées. Dans des secteurs éloignés, la connexion internet ne permet pas à tous de suivre leur enseignant en direct à l'écran, ajoute-t-il.

5 commentaires

Trier par **Les plus anciens**



Ajouter un commentaire...



André Fournier

Rien de nouveau les syndicats sont toujours contre, aucune surprise là

J'aime · Répondre · 3 · 13 h



Alain Rochette

Essayer de trouver des solutions à un problème et la réponse des syndicats sera toujours la même: non, y'en n'est pas question! Peu importe la solution ça sera toujours non. A moins que le syndicat empoche quelque chose pour lui ou ses membres seulement. Après ça, ils viennent nous parler de solidarité. Pffff

J'aime · Répondre · 2 · 12 h



Paul Desgagne

Aujourd'hui avoir des enfants c'est comme avoir un char on le parque dans l'entée et quand il ne marche pas on l'envoi au garage.. Bref pourquoi avoir des enfants si on ne peut pas s'en occuper

J'aime · Répondre · 4 · 12 h



Daniel Bédard

Où est Roberge? Parti? Disparu???

J'aime · Répondre · 12 h



Carl Perreault

Je ne sais pas si M. Legault est allé dans ses écoles qui datent de 1940 sans climatisation au moins juillet ???

J'aime · Répondre · 11 h

leSoleil

Coup d'éclat des profs au complexe G

OLIVIER BOSSÉ
Le Soleil

La Fédération des syndicats de l'enseignement a fait un coup d'éclat lumineux, jeudi soir, en projetant son slogan sur la façade nord du complexe G, à Québec.

«En éducation, faut que ça change maintenant!» peut-on lire en écriture de style bandes dessinées sur fond bleu, sur les photos publiées par la centrale syndicale sur son compte Facebook.

L'édifice de 31 étages voisin du parlement est bien sûr l'immeuble le plus haut de la capitale, mais surtout le quartier général du ministère de l'Éducation. En temps normal, puisque l'immense majorité des fonctionnaires sont en télétravail depuis mars.

«Ce soir, nous avons illuminé la façade nord du complexe G, où loge le ministère de l'Éducation, pour éclairer le gouvernement afin qu'il fasse avancer la négociation pour le renouvellement des conventions collectives», a expliqué la FSE dans sa publication Facebook accompagnée des mots-clics #fautqueçachangemaintenant et #négo2020.

Les employés de l'État, dont les enseignants, sont en pourparlers avec le gouvernement Legault pour renouveler leurs conventions collectives échues depuis le 30 mars.

La Fédération des syndicats de l'enseignement représente la majorité des professeurs et professeures de primaire et de secondaire du Québec, soit 65 000 sur quelque 108 000.

Les profs passent de la parole aux actes

La Fédération des syndicats de l'enseignement a trouvé un moyen original pour interpeller le gouvernement Legault, hier soir, en projetant son slogan sur la façade nord du Complexe G, où se trouve le ministère de l'Éducation, pour « éclairer le gouvernement afin qu'il fasse avancer la négociation pour le renouvellement des conventions collectives », a-t-elle écrit sur sa page Facebook.

Le Journal rapportait lundi que des syndicats d'enseignants préparaient des « actions de perturbation », des « commandos » et des « coups d'éclat » pour faire entendre leur ras-le-bol. Les profs sont en négociation avec le gouvernement depuis environ un an. La FSE-CSQ compte 60 000 membres, soit la majorité des enseignants du réseau scolaire public québécois.

PHOTOS TIRÉES DE LA PAGE FACEBOOK FSE



La population étudiante à un clic desurchauffer

En tant qu'Association générale des étudiants du Cégep de Trois-Rivières, notre mandat est de défendre les intérêts de la population étudiante et d'assurer le bien-être physique, moral et intellectuel des quelque 3 787 élèves fréquentant le collège. [...]

Un récent sondage effectué sur nos réseaux sociaux indique que les élèves sont grandement affectés par le semestre en ligne. En effet, on dénote un grand manque de motivation et une surcharge de travail importante chez la population étudiante sondée. Cela est d'autant plus alarmant lorsque l'on prend en compte qu'un sondage similaire effectué à la même période par le Cégep de Trois-Rivières sur un échantillon de plus de 2 000 élèves corrobore ces observations.

La situation pandémique actuelle est extraordinaire et les mesures mises en place pour la poursuite des études dans ce contexte impliquent de nouvelles stratégies pédagogiques aux antipodes de l'enseignement traditionnel. Ainsi, il nous semble tout à fait aberrant que les exigences relatives aux cours dispensés dans un tel contexte n'aient pas été adaptées à ces changements. Alors que les institutions d'enseignement se sont empressées de trouver des solutions afin que les élèves puissent poursuivre leur parcours scolaire le plus normalement possible en dépit de la crise sanitaire, ils semblent avoir oublié le plus important: les élèves.

En plus des angoisses et de toutes les problématiques directement liées à la pandémie, la population étudiante doit s'adapter à un tout nouveau mode d'enseignement qui n'est maîtrisé ni par eux ni par le corps enseignant. [...] On assiste également à l'exacerbation des inégalités chez les élèves alors que la situation financière et familiale de certains ne leur permet pas d'avoir accès à du matériel informatique performant et à un environnement de travail propice à la réussite scolaire. [...] Est-il vraiment surprenant de constater que ceux-ci se sentent dépassés et démotivés ? Bref, bien que nous saluons les initiatives mises en place ici et là pour soutenir les élèves en détresse psychologique, nous croyons sincèrement qu'un changement doit être apporté à la manière dont l'enseignement supérieur est dispensé dans le contexte actuel. [...]

Nous réclamons maintenant de nos gouvernements et institutions d'enseignement de prendre conscience de ce problème et d'agir avant qu'il ne soit trop tard. C'est

pourquoi nous appuyons les recommandations faites par la Fédération étudiante collégiale du Québec dans son document intitulé «État de situation sur l'enseignement à distance» et que nous invitons la population à signer notre pétition (sur [Change.org](https://change.org)) réclamant qu'on se penche [...] sur la condition étudiante et que des changements concrets soient apportés.

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DU
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

Cours à distance : des étudiants épuisés et démotivés au Cégep de Trois-Rivières



L'enseignement à distance entraîne des difficultés chez des cégépiens.

PHOTO : ISTOCK

Pascale Langlois

2020-11-12 | Mis à jour hier à 20 h 52

Près d'un étudiant sur deux affirme avoir des problèmes de motivation, selon les résultats de sondages menés par l'association étudiante et la direction du Cégep de Trois-Rivières, qui trouvent la situation alarmante.

L'Association générale étudiante (AGE) du Cégep de Trois-Rivières a adressé jeudi une lettre au premier ministre François Legault et à la ministre de l'Enseignement supérieur, Danielle McCann. Elle demande des mesures afin d'assurer la réussite scolaire des étudiants.

La lettre souligne que malgré les adaptations demandées aux étudiants, les exigences sont demeurées les mêmes.

La présidente de l'association étudiante, Alyson Mercure, précise que les besoins se font encore plus pressants chez les étudiants de première année. « Ça peut être très triste de voir que certains vont penser qu'ils ne sont pas faits pour le collégial ou que c'est trop difficile pour eux », explique-t-elle.

Pour écouter l'entrevue d'Alyson Mercure à l'émission *En direct*, cliquez [ici](#).

Des adaptations à venir

Ce jeudi, la direction a rencontré les coordonnateurs de programmes et l'AGE afin de trouver des solutions à mettre en place dès la rentrée hivernale.

On mise, entre autres, sur l'harmonisation des modes de communication et la disponibilité des professeurs.

La directrice des études et de la vie étudiante, Nathalie Cauchon, remarque que les cours donnés en différé, avec des capsules vidéo par exemple, semblent poser plus de problèmes d'organisation pour les étudiants.

À lire aussi :

- Québec cherche des solutions à la détresse psychologique des étudiants
- Entre isolement et cours en ligne : la nostalgie de la vie de campus

La collaboration des professeurs sera nécessaire pour mettre en place les solutions. Nathalie Cauchon explique qu'ils ne sont pas surpris des résultats du sondage puisqu'ils vivent quotidiennement avec les étudiants.

« Ils sont fatigués eux aussi, mais ces ajustements-là, si c'est pour améliorer la motivation, la rétention et la réussite de leurs étudiants, c'est ce qu'ils veulent également, nos profs », souligne la directrice.

Le syndicat des professeurs du Cégep de Trois-Rivières martèle que le gouvernement doit investir pour alléger également la tâche des professeurs.

Pascale Langlois



leSoleil

L'aide supplémentaire aux élèves vulnérables se fait attendre, selon des enseignants

STÉPHANIE MARIN
La Presse Canadienne

MONTREAL – Bien que de l'aide supplémentaire aux élèves vulnérables eut été promise durant la pandémie, comme des orthopédagogues, beaucoup d'enseignants l'attendent encore, affirme la Fédération autonome de l'enseignement (FAE).

Selon une consultation qu'elle a réalisée le mois dernier, à laquelle 1500 de ses membres ont participé, plus de 80 % des répondants du réseau public n'ont pas constaté d'augmentation des services offerts dans leur école depuis le début de l'année scolaire.

Pire, certains (environ 40 % d'entre eux) ont rapporté une diminution.

Seuls 10 % des répondants se disent satisfaits des mesures mises en place dans leur établissement pour soutenir les élèves qui ont besoin de rattrapage.

Résultat: sans aide, la tâche des enseignants est trop lourde et ils sont débordés ? et épuisés, est-il rapporté. Beaucoup de ces enseignants cumulent l'enseignement à distance et en classe, et se sont retrouvés avec maintes tâches de désinfection des locaux et de matériel en plus ? sur une base quotidienne.

«Les élèves n'ont aucun service à l'école virtuelle: pas d'orthopédagogie ou de services de professionnels même s'ils ont un plan d'intervention très critique», a écrit un enseignant en réponse aux questions de la consultation.

Cette consultation de la FAE visait à mieux connaître les besoins pédagogiques du personnel enseignant en ces temps de pandémie et à vérifier les effets réels des mesures additionnelles annoncées par le ministère de l'Éducation dans son plan de la rentrée.

Par exemple, à la mi-août, le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge avait annoncé 20 millions \$ pour embaucher davantage d'enseignants, de professionnels et de tuteurs pour organiser des activités de rattrapage, de récupération et d'aide aux devoirs. Il était aussi question de mieux soutenir les élèves en difficulté et ceux ayant des difficultés d'apprentissage. Auparavant, il avait annoncé 18,7 millions \$ pour l'embauche de 350 nouveaux

enseignants, orthopédagogues, psychologues, psychoéducateurs, etc.

La FAE presse donc le ministre d'intervenir rapidement pour offrir aux élèves les services dont ils ont besoin.

Ce faisant, il va aussi aider leurs enseignants.

«Les réponses recueillies montrent l'urgence d'intervenir rapidement afin d'atténuer les impacts considérables de la pandémie sur les pratiques pédagogiques des enseignantes et enseignants ainsi que sur leur santé», a déclaré dans un communiqué Nathalie Morel, vice-présidente à la vie professionnelle à la FAE.

«La crise sanitaire actuelle est venue exacerber les conditions difficiles dans lesquelles s'exerce la profession enseignante.»

Contactés en matinée pour savoir si l'argent promis avait bel et bien été déboursé et remis aux écoles pour ajouter des ressources, ni le cabinet du ministre de l'Éducation ni le ministère n'avaient répondu en début de soirée.

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent près de 49?000 enseignants, notamment au préscolaire, primaire et secondaire.

leNouvelliste

Journées pédagogiques supplémentaires: «Un gros manque de reconnaissance»

AUDREY TREMBLAY

Le Nouvelliste

Trois-Rivières — Le mécontentement devant l'imposition de trois journées pédagogiques supplémentaires continue de se faire sentir en Mauricie et au Centre-du-Québec. Des manifestations ont eu lieu, jeudi, devant le bureau de Sonia LeBel à Trois-Rivières et devant le bureau de Sébastien Schneeberger, député de Drummond-Bois-Francis.

Tout comme leurs collègues qui se sont fait entendre récemment du côté de Shawinigan, de Saint-Tite et de Bécancour, les travailleurs soutiennent que l'ajout de ces journées viendra surcharger et complexifier le travail de l'ensemble du personnel, déjà à bout de souffle, qui voit au bon fonctionnement des services de garde.

«On trouve que c'est un gros manque de reconnaissance pour le travail du personnel de soutien qui est là depuis le début (de la crise). Une journée pédagogique ça se prépare, c'est de la planification et ce sont de grosses journées. Là, en plus, on doit composer avec les bulles parce qu'on est en zone rouge», affirme Caroline Bellot, présidente du syndicat du soutien scolaire Chemin-du-Roy (CSN).

«C'est tout un casse-tête», avoue-t-elle.

La fatigue et le manque de personnel se font également sentir selon Caroline Bellot. Elle témoigne également que les ratios sont souvent dépassés.

La première journée pédagogique ajoutée doit avoir lieu le 27 novembre du côté du Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy

«On n'était pas d'accord évidemment, tout le monde est fatigué, les éducateurs, les techniciens, les gens du centre administratif aussi», note Mme Bellot.

Elle soutient par ailleurs qu'il y a une bonne entente avec le Centre de services et qu'il y avait une «belle ouverture de leur part» afin de trouver des solutions pour essayer de pallier ces trois journées pédagogiques.

Du côté de Drummondville, les employés des services de garde en milieu scolaire ont déploré aussi «l'attitude méprisante du gouvernement» et le manque de reconnaissance face à leurs responsabilités au sein des écoles.

«Le personnel de soutien est au front depuis le début de la crise et a toujours fait son travail de façon exemplaire. Pour nous l'ajout de ces trois journées, et ce, sans aucune consultation au préalable est un manque total de respect», affirme Debra-Ann Bailey, présidente du syndicat des travailleuses et travailleurs de la Commission scolaire des Chênes (CSN).

Rappelons que le gouvernement du Québec a modifié récemment le calendrier scolaire afin d'ajouter trois journées pédagogiques qui donneront aux enseignants du primaire et du secondaire du temps de formation et de planification.

Des éducateurs en service de garde manifestent à Drummondville

Le 12 novembre 2020 – Modifié à 16 h 59 min le 12 novembre 2020



Par Emmanuelle LeBlond



Des manifestants à Drummondville. (Photo : gracieuseté)

ÉDUCATION. Des membres du Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Commission scolaire des Chênes ont manifesté, jeudi matin, devant les bureaux du député Sébastien Schneeberger afin de dénoncer l'imposition de trois journées pédagogiques supplémentaires au calendrier scolaire.

L'ajout de ces journées a un impact considérable sur l'ensemble du personnel qui s'occupe du fonctionnement des services de garde, indique Isabelle Gélinas, vice-présidente du Conseil central du Coeur-du-Québec-CSN.

«Ces journées pédagogiques n'étaient pas planifiées à l'agenda ni budgétées. Ça occasionne une surcharge de travail et une complexification des tâches. Avec la pandémie, il faut assurer les mesures sanitaires. La gestion des bulles-classes est déjà tout un casse-tête pour les éducateurs», soutient celle qui craint un afflux important d'enfants.

La première journée pédagogique est prévue pour le 27 novembre. «C'est assez rapproché pour organiser des activités ou aller chercher du personnel», mentionne Mme Gélinas, en ajoutant que les éducateurs sont à bout de souffle.

Rappelons qu'à la fin du mois d'octobre, Québec a modifié le calendrier scolaire pour donner aux enseignants du primaire et du secondaire du temps de formation et de planification. Lors de ces trois journées pédagogiques supplémentaires, le service de garde sera offert gratuitement aux enfants d'âge préscolaire et primaire qui sont habituellement inscrits.

Les éducateurs en service de garde déplorent l'attitude du gouvernement et le manque de reconnaissance face à leurs responsabilités au sein des écoles. «Le personnel de soutien est au front depuis le début de la crise et a toujours fait son travail de façon exemplaire, pour nous l'ajout de ces trois journées et ce, sans aucune consultation au préalable est un manque total de respect», s'exclame Debra-Ann Bailey, présidente du syndicat des travailleuses et travailleurs de la Commission scolaire des Chênes (CSN).

Une première manifestation s'est déroulée la semaine dernière à Victoriaville. Le tout s'est prolongé aujourd'hui à Drummondville et à Trois-Rivières.

leDroit

Dépistage accéléré de la COVID-19 dans les écoles: «on se réveille

DANIEL LEBLANC
Le Droit

Tout comme les autres organisations affiliées à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), qui soutient que les écoles sont la source près de 30% des éclosions, le Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais (SEO) revient à la charge en demandant à Québec de mettre sur pied le plus rapidement possible un mécanisme de dépistage accéléré de la COVID-19 pour le milieu scolaire.

Une telle proposition, qui vise à ce que les écoles ne contribuent pas à la propagation du virus et qu'à la fois les enseignants et les élèves puissent retourner en classe plus rapidement, avait déjà été faite au début de l'année scolaire, mais est restée lettre morte.

Alors que plus de 1200 classes étaient fermées mercredi à travers la province, une hausse de 43% en deux jours, les chiffres actuels ne font que démontrer à quel point cette demande est justifiée, selon la FAE.

«La lenteur de l'obtention des résultats est un obstacle majeur, il nous faut des tests plus rapides pour ainsi éviter des bris de services éducatifs et éviter que des classes ou des écoles soient mises en quarantaine. Il est plus que temps que le ministre reconnaisse la justesse de notre demande», affirme son président, Sylvain Mallette.

La présidente du SEO, Suzanne Tremblay, abonde dans le même sens et soutient qu'il est temps que le gouvernement «arrête de réagir à retardement».

«On s'aperçoit que les mesures mises en place n'arrivent pas à contrôler complètement la pandémie. Il y a de plus en plus de cas dans les écoles, ça inquiète les gens. Ça prend un mécanisme de dépistage accéléré qui permettrait d'identifier les gens, y compris les asymptomatiques. En ce moment, c'est long, ça prend un certain temps et il n'y a rien de prévu de différent pour le monde de l'éducation, alors plus on attend, plus le virus se propage. Ce n'est pas normal qu'on n'ait pas pensé à un tel processus. On agit constamment trop tard, on l'a vu avec ce qui a été dit sur la ventilation des écoles cette semaine. On vient de réaliser que ce n'est pas parfait, on se réveille toujours trop tard. Il faut ralentir la propagation et donner aux élèves le service auquel ils ont droit», lance-t-elle.

« Le gouvernement s'aveugle lui-même en voulant faire

croire à la population que tout va bien dans le réseau des écoles publiques. »

– Sylvain Mallette

Deux mois et demi après la rentrée des classes, plutôt que d'être en mode «réaction», le gouvernement devrait être en mode «anticipation» pour le réseau de l'éducation, estime la FAE, qui propose également une formule d'école en alternance afin de réduire la taille des groupes.

«Depuis le début de la pandémie, les profs proposent des solutions qui permettraient au gouvernement d'anticiper et de voir venir les choses. Malheureusement, le gouvernement s'aveugle lui-même en voulant faire croire à la population que tout va bien dans le réseau des écoles publiques », déplore M. Mallette.

Même si l'Outaouais s'en tire mieux que d'autres régions avec un cumul d'environ 200 cas de coronavirus confirmés dans ses écoles francophones depuis septembre, Suzanne Tremblay croit qu'un mécanisme de dépistage accéléré aurait sa raison d'être partout sur le territoire.

«On a quand même frappé ce cap-là (200 cas), c'est quand même inquiétant. L'objectif, c'est de diminuer au maximum la propagation. Si ça va bien, on veut que ça puisse continuer d'aller bien. Il faut mieux dépister pour s'assurer d'avoir encore moins de cas, surtout avec la période des Fêtes qui approche», note-t-elle.

Le SEO représente 6000 enseignants oeuvrant aux centres de services scolaires au Coeur-des-Vallées, des Draveurs et des Portages-de-l'Outaouais.

La CSQ aussi insatisfaite

Aussi mécontente de sa négociation «qui avance difficilement» avec Québec, la CSQ a dénoncé mercredi «l'enfermement» de Québec dans son cadre financier, qui n'a guère bougé selon elle depuis le début des négociations, il y a un an.

Québec offre 1,75 % d'augmentation en 2020 avec un forfaitaire de 1000\$, 1,75 % en 2021 avec un forfaitaire de 600 \$ et 1,5 % en 2022.

La Centrale des syndicats du Québec martèle que «le Québec a les moyens» de mieux payer ses enseignants, ses infirmières, ses employés de soutien et autres.

Et à Québec, qui rappelle qu'il doit tenir compte de la capacité de payer des contribuables et du contexte de la pandémie et des dépenses qui s'ensuivent, la CSQ réplique qu'il s'agit de choix politiques qu'il fait.

«Si cette capacité est le reflet de la situation économique, elle dépend aussi des décisions et des orientations prises par le gouvernement quant à la gestion de la caisse commune», croit la CSQ.

À LIRE AUSSI

Services de garde: la pénurie de main-d'oeuvre inquiète

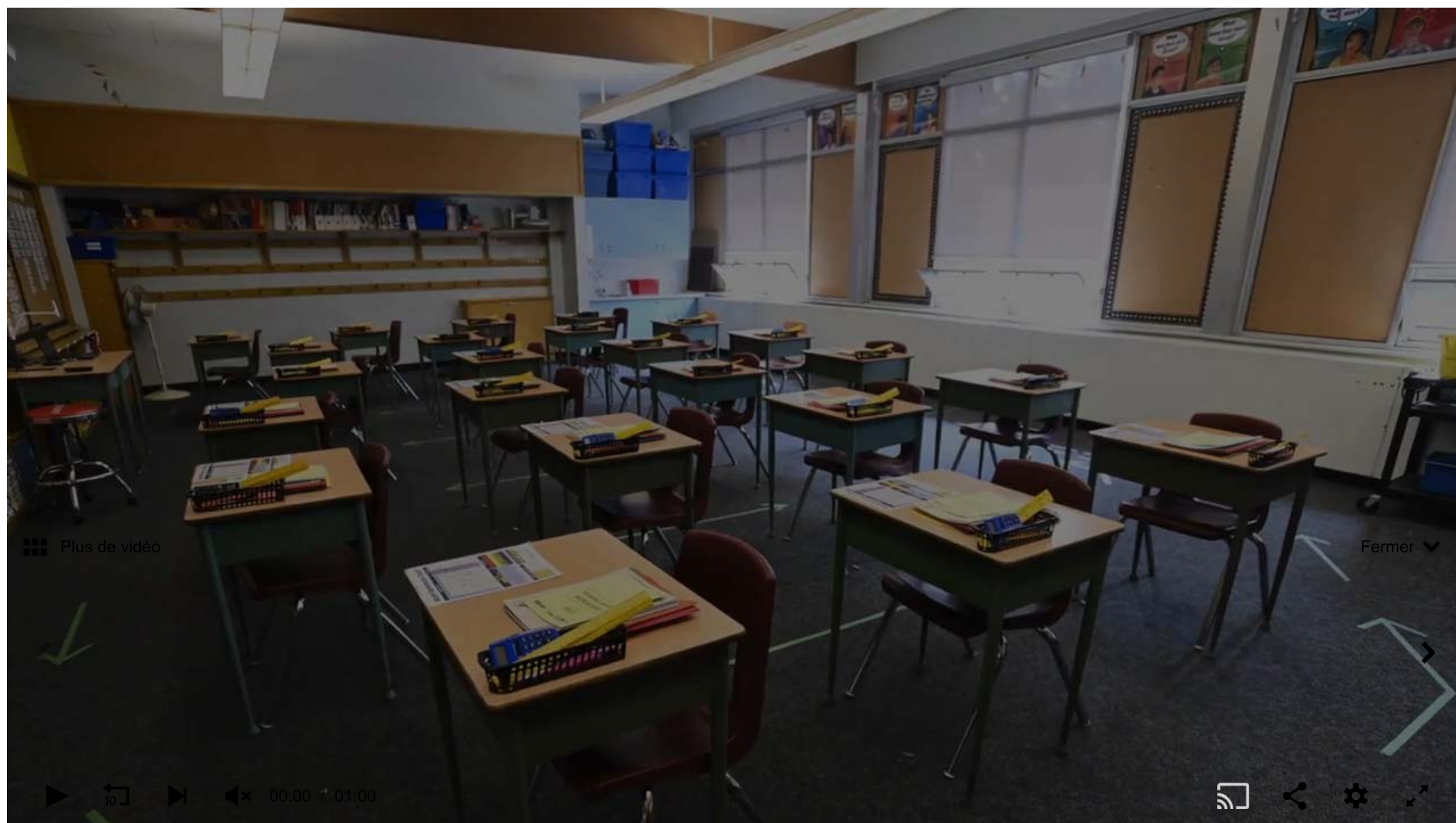
Une nouvelle entente dans le secteur public aiderait à affronter la COVID, selon un sondage

OPINION - Psychologues dans le réseau public: une pénurie inquiétante



Avant de nous quitter

Québec pourrait refermer les écoles



Marie-Michèle Sioui à Québec

Correspondante parlementaire

16 h 19
Québec

Québec envisage de suspendre les classes pour une « période bien définie », avant ou après Noël, en raison de la situation préoccupante dans les écoles.

« Depuis deux jours, on a fermé 324 classes de plus. Donc il y a une situation qui est inquiétante », a déclaré le premier ministre [François Legault](https://www.ledevoir.com/francois-legault) (<https://www.ledevoir.com/francois-legault>) jeudi, en point de presse. Au total, 1214 classes étaient fermées en raison d'éclousions de COVID-19, en date du 11 novembre.

« Je vous confirme, c'est vrai qu'on est en train de regarder cette possibilité-là. Ça ne veut pas dire qu'on va le faire et on n'a pas décidé pour quelle période on pourrait le faire », a ajouté le chef du gouvernement.

Il a rappelé que « les derniers endroits » qu'il souhaitait fermer étaient les écoles. Mais désormais, il ne peut plus « exclure aucune option ». Pour cela, il compte discuter avec les syndicats et évaluer l'option d'allonger l'année scolaire ; de « voir s'il y aurait une possibilité de prolonger les cours au mois de juin, peut-être même juillet ».

Le revirement est majeur à Québec. Le 20 octobre, François Legault évoquait la possibilité d'alléger certaines mesures, pour les jeunes ou les personnes seules par exemple. Or, voilà qu'il a prévenu les Québécois que « les prochaines semaines vont être "tough" ».

« On pensait encore, il y a quelques semaines, qu'on serait capables de casser la vague avec les mesures qu'on avait. Là, on n'a pas réussi à la diminuer. Ça, c'est certain », a déclaré M. Legault. S'il choisit de fermer les écoles pendant un certain temps, il tâchera « de prévenir les parents le plus longtemps à l'avance », a-t-il assuré. « On va essayer de trouver les meilleurs moyens pour limiter les inconvénients pour les parents. »

À ses côtés, le directeur national de la santé publique, Horacio Arruda, a confirmé que Québec étudiait bel et bien la possibilité de limiter les rassemblements du temps à Fêtes afin qu'ils ne regroupent pas plus de deux foyers. « On n'a pas terminé nos discussions », a-t-il cependant averti. « On va essayer de trouver un Noël familial, adapté et en santé. »

D'autres détails suivront.

En données | Pour tout savoir sur la COVID-19

- **[Notre tableau de bord sur l'évolution de la pandémie au Québec, revu et amélioré](https://www.ledevoir.com/documents/special/2020-07-22-evolution-covid19-quebec/index.html)** (<https://www.ledevoir.com/documents/special/2020-07-22-evolution-covid19-quebec/index.html>).
- **[La carte des régions à risque au Québec, mise à jour en temps réel](https://www.ledevoir.com/societe/586788/consultez-la-carte-des-zones-a-risque-au-quebec-en-temps-reel)** (<https://www.ledevoir.com/societe/586788/consultez-la-carte-des-zones-a-risque-au-quebec-en-temps-reel>).

Pour combler le manque de suppléants



SYLVAIN DANCAUSE

Mercredi, 11 novembre 2020 14:37

MISE À JOUR Mercredi, 11 novembre 2020 14:37

Lors de la rentrée scolaire, Québec lançait sa campagne publicitaire «Je réponds présent» dans l'optique de valoriser la profession d'enseignant.

Ironiquement, peu de temps après, le gouvernement se mettait à la recherche de 800 profs retraités afin de combler le manque de suppléants dans les écoles.

En mettant en place des incitatifs financiers pour le retour de nos ex-collègues, le ministre de l'Éducation n'hésitait pas à qualifier cette décision de «**mesure phare**» pour lutter contre la pénurie d'enseignants exacerbée par la pandémie.

Un phare lumineux comme une lampe de poche

Face au peu d'enthousiasme des retraités – quelle surprise –, ce fut au tour des parents d'être sollicités pour faire de la suppléance.

En Outaouais, ils recevaient un appel à l'aide de la part d'un centre de services scolaire (CSS). Avec un diplôme d'études collégiales, on vous offrait la possibilité de répondre présent.

Vous croyez que nous avons alors atteint le fond du baril?

Non.

Au mois d'octobre, le CSS de Portneuf recherchait des candidats en vue de combler ses besoins en suppléance, tant au primaire qu'au secondaire. La qualification requise? Un diplôme d'études secondaires.

En passant, un récent diplômé du secondaire a même été **embauché pour enseigner** une matière à sanction dans une école secondaire en Outaouais.

Est-ce vraiment les seules solutions brillantes pour pallier le manque de suppléants? Est-ce une façon souhaitable de valoriser la profession?

Je réponds...

Solution 1: payer les suppléants

D'abord, commençons par payer les suppléants au nombre de minutes réellement faites.

Au primaire, un suppléant atteint le maximum de la rémunération possible après 210 minutes de travail par jour. À certains endroits, avec les nouveaux horaires en raison de la COVID, ce chiffre peut être atteint avant l'heure du dîner.

Au secondaire, les journées comportent habituellement quatre périodes de 75 minutes. Ainsi, un suppléant atteindra le plafond salarial après trois périodes. Pourquoi accepter une quatrième période?

À mes débuts, nous acceptions de faire de la suppléance pour faire de l'argent, mais surtout dans le but d'acquérir de l'expérience afin de gravir les échelons le plus rapidement possible. La course aux jours prenait toute la place à une époque où le travail était rare. Le mot d'ordre? Toujours dire oui à une demande de suppléance, sous peine de ne plus jamais entendre le téléphone sonner. Nous devions nous faire un nom dans l'espoir d'avoir un contrat.

Depuis quelques années, avec la rareté du personnel, la situation a changé. Dans un «marché scolaire» où la loi de l'offre et de la demande fait son œuvre, les suppléants ont maintenant le gros bout du bâton (et c'est tant mieux pour eux).

Bref, la façon de les rémunérer est dépassée. Le système actuel pousse plusieurs bonnes recrues à dire non (ce qui aggrave le problème) ou à travailler dans un CSS l'avant-midi, puis dans un autre l'après-midi (ce qui peut être dommageable pour les élèves).

Solution 2: retenir les jeunes enseignants

Former un finissant en enseignement, c'est un investissement important.

Selon Martin Maltais, professeur en financement et politiques d'éducation à l'UQAR, le calcul peut paraître complexe, mais disons grossièrement que le gouvernement du Québec investit au moins 10 000\$ pour chaque année à laquelle un étudiant s'inscrit à temps plein à l'université. Pour les citoyens, cela représente donc un minimum de 40 000\$ (44 000\$ avec la bourse du stage 4) pour former un seul enseignant.

Les universités préparent beaucoup de futurs enseignants. Malheureusement, **un trop grand pourcentage** de ce personnel qualifié part dans les premières années de pratique.

Pourquoi ne pas protéger notre investissement?

Si le gouvernement s'intéressait réellement à la question, il y a fort à parier que ça irait beaucoup mieux.

Mais bon, plutôt que de régler les problèmes sur le terrain, certains visionnaires préfèrent l'option facile: s'attaquer à la formation initiale.

Les jeunes enseignants désertent la profession? Produisons plus d'enseignants!

Et si on s'occupait réellement de leur insertion professionnelle? Et si les retraités ou les enseignants près de leur retraite aidaient ces jeunes grâce à un programme de mentorat digne de ce nom?

Et si on redéfinissait ce qu'est une tâche à temps plein pour un jeune enseignant (pourcentage de la tâche, nombre de préparations, types de préparations, etc.)?

Je sais que plusieurs s'offusquent du fait qu'un quidam puisse enseigner dans une école.

En ce qui me concerne, je laisserais tout ce beau monde découvrir notre milieu de travail.

Tant qu'à faire une bonne pub, j'irais interroger ces débutants...



< ARTICLE PRÉCÉDENT

ÉDITION DU VENDREDI 13 NOVEMBRE 2020



ARTICLE SUIVANT >



< RETOUR

Aa Aa



MISE À JOUR ÉCONOMIQUE

DES AVIS OPPOSÉS PARMIL LES GROUPES D'INTÉRÊTS

(LAG) Le gouvernement « pave la voie à des mesures d'austérité budgétaire » en maintenant son horizon de cinq ans pour le retour à l'équilibre budgétaire, laisse entendre la CSN à propos de la mise à jour économique présentée hier.

« Le ministre des Finances aurait pu envoyer un message clair en indiquant d'emblée que le retour à l'équilibre budgétaire en 2025 ne figure pas dans les plans du gouvernement », selon son président, Jacques Létourneau.

« Le gouvernement envoie un signal positif en dégageant des centaines de millions de dollars vers des mesures pour rejoindre des secteurs

VERSION CLASSIQUE

économiques particuliers et stimuler l'achat local », pense pour sa part le président-directeur général de la Fédération des chambres de commerce, Charles Milliard.

« Les secteurs de l'aluminium, l'aérospatiale ou encore le tourisme ont tous rencontré des défis importants, et l'aide prévue pour les deux prochaines années afin d'accélérer la reprise contribuera au développement économique du Québec et de ses régions », croit-il.

L'Association Restauration Québec reproche au ministre des Finances l'absence d'un nouveau plan pour soutenir l'industrie de la restauration. « La très grande majorité des salles à manger des restaurants du Québec est encore aujourd'hui fermée et les impacts de l'actuelle pandémie se feront sentir certainement encore de nombreux mois », prédit son vice-président aux affaires publiques et gouvernementales, François Meunier.

La FTQ s'attendait à un plan de relance économique plus « costaud » comprenant des investissements « substantiels » à court terme. Il y a tout de même des éléments « intéressants », comme les investissements pour la requalification et la formation de la main-d'œuvre.

« Les investissements annoncés pour supporter la relance économique nous laissent sur notre faim, notamment pour le secteur de l'aérospatiale et l'hôtellerie. La centrale a de grandes attentes concernant la numérisation de l'économie, l'économie verte et l'achat local qui doivent faire partie d'une relance économique solidaire, durable et juste », plaide son président, Daniel Boyer.

Les mesures concernant l'innovation, la productivité et le virage numérique sont bien reçues par le Conseil du patronat. « Ces mesures ont l'avantage de répondre aux urgences à court terme que vivent les

VERSION CLASSIQUE

employeurs, comme le manque de liquides notamment et de les positionner aussi pour le plus long terme. »

Le CPQ salue aussi l'annonce de 459 millions \$ pour la formation de la main-d'œuvre. « La pandémie a mis en lumière la nécessité de rehausser les compétences des employés et des gestionnaires. »

Les soins à domicile « ne font pas partie de l'équation » dans la mise à jour économique, regrette l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec.

« C'est bien connu, les soins à domicile coûtent moins cher que de construire de nouvelles bâtisses et de les entretenir. En investissant dans les soins et les services à domicile, non seulement on contrôle mieux la courbe des dépenses, mais on répond aussi au souhait des personnes âgées de rester là où elles le veulent, le plus longtemps possible », commente sa présidente, Lise Lapointe.

Le Réseau FADOQ déplore aussi l'absence d'un investissement « significatif » dans les services et soins à domicile. « Nos membres ont constaté une baisse considérable de leurs offres de services à domicile. Dans le contexte actuel, cette fracture doit être réparée et cela passe par une hausse des investissements », plaide sa présidente, Gisèle Tassé-Goodman.

Selon la présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Sonia Ethier, le gouvernement « écarte les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur du plan de relance économique, alors qu'ils sont constitués à 75 % par des femmes ».

D'après elle, « il aurait dû investir davantage dans l'éducation et les services publics, ce qui aurait permis une relance axée sur des emplois à nette

VERSION CLASSIQUE

Québec prévoit un déficit pour une relance compétitive



Mylène Crête à Québec

Correspondante parlementaire

13 novembre 2020
Québec

Le gouvernement Legault injectera 1,5 milliard de dollars pour relancer l'économie mise à mal par la pandémie. La mise à jour du ministre des Finances, Eric Girard — échelonnée sur trois ans au lieu de cinq —, contient une série de mesures pour aider les Québécois à faire face à la COVID-19 et confirme un déficit de 15 milliards de dollars pour l'année financière en cours.

« Nous devons stimuler la croissance économique, a-t-il déclaré en conférence de presse. Nos entreprises doivent être plus compétitives, plus productives, nous devons rehausser les compétences de nos travailleurs, c'est ainsi que nous fermerons l'écart de richesse avec le Canada. »

Le ministre garde donc le cap malgré tout sur cet objectif que s'était donné le gouvernement Legault en début de mandat. De la somme consacrée à la relance économique, 459 millions de dollars serviront à former la main-d'œuvre pour qu'elle puisse réintégrer le marché du travail, 477 millions de dollars

viseront à stimuler la croissance économique, 300 millions de dollars seront alloués au Plan pour une économie verte dont l'annonce est attendue lundi et 247 millions de dollars serviront encourager la production de biens québécois et à l'achat local.

« On parle de numériser les entreprises, stimuler les exportations, soutenir les secteurs stratégiques comme l'aéronautique, l'aluminium, les sciences de la vie, investir en recherche soutenir les régions », a énuméré le ministre.

La baisse du produit intérieur brut (PIB) réel — qui ne tient pas compte de l'inflation — est de 6 % au lieu des 6,5 % prévus en juin. Les revenus de l'État se sont donc quelque peu améliorés grâce à la reprise d'une partie de l'économie après le déconfinement printanier, l'aide fédérale pour financer certaines dépenses liées à la pandémie et les faibles taux d'intérêt qui ont fait diminuer le coût du service de la dette.

« Ça fait 25 ans au Québec qu'on fait des efforts pour rétablir les finances publiques et cette loi-là [la Loi sur l'équilibre budgétaire], nous avons l'intention de la respecter

— Eric Girard

M. Girard s'attend à un rebond de l'économie en 2021 avec une hausse de 5 % du PIB réel puisqu'il n'y aura pas d'autre confinement à grande échelle comme celui du printemps qui avait stoppé 40 % de l'économie pendant huit semaines. « Dans la deuxième vague, c'est moins de 5 % de l'économie qui est mise sur pause », a-t-il indiqué.

Il prévoit toujours un déficit de 15 milliards de dollars en 2020-2021, après un versement de 2,7 milliards de dollars au Fonds des générations. Ce déficit diminuerait à 8,3 milliards de dollars en 2021-2022 et à 7 milliards de dollars en 2022-2023. Le ministre des Finances s'est engagé à retourner à l'équilibre budgétaire dans cinq ans, soit en 2025-2026 « sans couper dans les services et sans augmenter les taxes et impôts ». Il limiterait plutôt la croissance des dépenses à 3,5 %, voire 3 %.

« Ça fait 25 ans au Québec qu'on fait des efforts pour rétablir les finances publiques et cette loi-là, nous avons l'intention de la respecter [...] », a-t-il affirmé en prenant soin de préciser que la priorité actuelle de répondre à la crise sanitaire. La pandémie a coûté 13 milliards de dollars à l'État québécois depuis le mois de mars.

M. Girard compte, entre autres, sur une augmentation du Transfert canadien en matière de santé qu'il voudrait voir passer de 22,2 % à 35 %, ce qui représenterait une somme additionnelle de 6,2 milliards de dollars en 2021-2022. Or, les négociations entre les provinces et le gouvernement fédéral n'ont pas encore commencé.

À lire aussi:

Mise à jour économique: des mesures saluées, mais certains secteurs restent sur leur faim (<https://www.ledevoir.com/economie/589648/-des-mesures-saluees-mais-certains-en-voulaient-plus>)

Mise à jour économique: une relance verte? (<https://www.ledevoir.com/non-classe/589684/mise-a-jour-economique-une-relance-verte>)

Il prévoit toujours, par ailleurs, une provision de 4 milliards de dollars pour les imprévus liés à la pandémie.

Équilibre hasardeux

Les libéraux ont accusé le ministre des Finances d'être « conservateur dans les dépenses, mais jovialiste dans les prévisions ». Ils demandaient une aide directe pour les PME dont la survie est menacée.

« Vous avez posé la question : est-ce que vous avez l'impression que le gouvernement laisse tomber certains pans [de l'économie] ? Ce n'est pas qu'on a l'impression, là, c'est exactement ce qui se produit aujourd'hui sur le terrain », a répété la cheffe libérale, Dominique Anglade.

L'ancien ministre des Finances Carlos Leitão a ajouté qu'il était hasardeux de s'engager à un retour à l'équilibre budgétaire sur cinq ans comme le prévoit la loi puisque la pandémie est trop imprévisible.

Québec solidaire (<https://www.ledevoir.com/Quebec+solidaire>) a également appelé le ministre Girard à modifier la Loi sur l'équilibre budgétaire pour éviter « une nouvelle ronde d'austérité ». « On n'est pas dans une situation où on peut tout simplement s'encarcaner dans une loi si cette loi ne correspond pas aux circonstances — et les circonstances sont totalement exceptionnelles », a affirmé le député Vincent Marissal.

Le chef du Parti québécois (<https://www.ledevoir.com/Parti+quebecois>) a accusé le ministre Girard de s'en remettre au bon vouloir d'Ottawa. « Le problème n'est pas dans la loi qui prévoit qu'en cinq ans on doit revenir à l'équilibre budgétaire, a-t-il affirmé. Le problème, c'est qu'on ne contrôle pas nos leviers fiscaux et que ce sera Justin Trudeau (<https://www.ledevoir.com/justin-trudeau>) et Ottawa qui décideront si, oui ou non, il y a moyen de boucler le budget. »

À voir en vidéo



Une relance verte?



Photo: Jacques Nadeau Archives Le Devoir Selon François Delorme, chargé de cours en économie à l'Université de Sherbrooke, «ce serait irresponsable de ne pas profiter de cette occasion pour investir davantage dans une relance verte».

Clémence Pavic

13 novembre 2020

Économie

Le gouvernement du Québec a dévoilé jeudi sa mise à jour économique, prévoyant des investissements additionnels de 300 millions de dollars pour bonifier le Plan pour une économie verte (PEV). Les attentes pour une relance durable sont importantes et le ministre de l'Environnement, Benoit Charrette, doit rendre public son plan lundi prochain.

Le Plan pour une économie verte « permettra de guider le Québec durant la prochaine décennie dans sa transition vers une économie plus sobre en carbone, d'électrifier l'économie, de favoriser l'investissement, de concevoir de nouvelles activités et de créer de la richesse, tout en renforçant la résilience du Québec face aux changements climatiques », peut-on lire dans la mise à jour économique

du ministre des Finances, Eric Girard. Selon François Delorme, chargé de cours en économie à l'Université de Sherbrooke, il est primordial de saisir cette occasion. « Ce serait irresponsable de ne pas profiter de cette occasion pour investir davantage dans une relance verte », précise-t-il.

À lire aussi:

Québec prévoit un déficit pour une relance compétitive (<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/589606/-quebec-delie-les-cordons-de-la-bourse>)

Mises à jour économique: des mesures saluées, mais certains secteurs restent sur leur faim (<https://www.ledevoir.com/economie/589648/-des-mesures-saluees-mais-certains-en-voulaient-plus>)

L'Alliance SWITCH pour une économie verte, qui réunit onze acteurs, dont font notamment partie le Mouvement Desjardins, Équiterre ou encore Énergir, attend également des mesures ambitieuses de la part du gouvernement du Québec. Denis Leclerc, coprésident de l'Alliance et président et chef de la direction d'Écotech Québec, se montre toutefois optimiste face à l'enveloppe de 300 millions annoncée pour la relance verte. « Des mesures cohérentes peuvent nous permettre de traverser cette crise sanitaire tout en contribuant à régler une autre crise qui est la crise environnementale », précise celui qui attend impatiemment les détails du plan du ministre Charrette. « On ne veut pas opposer reprise économique et relance environnementale. Il faut voir comment les concilier, car la qualité de l'environnement a une incidence sur la santé publique et donc aussi sur la santé économique du Québec. »

François Delorme abonde dans le même sens : « La crise pandémique et la crise climatique, c'est un peu la même chose. » Selon lui, il est impensable d'imaginer cette relance sans investissements dans le transport collectif ou dans les infrastructures durables. « Il faut des politiques de soutien et de relance pour sortir de la crise économique actuelle tout en mettant en avant des politiques d'écofiscalité responsable. »

« L'assainissement des finances publiques et la lutte contre les changements climatiques sont liés. La dette financière, c'est un problème intergénérationnel — mais la crise climatique en est un aussi.

— François Delorme

En ce moment, le Québec fait déjà partie d'un marché carbone avec la Californie — aussi connu sous le nom de système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre. Une solution pourrait être « d'abaisser le plafond de ce marché », défend M. Delorme. De son côté, SWITCH croit que « le gouvernement doit montrer l'exemple », notamment en matière d'appels d'offres. « Le processus doit être revu pour inclure des critères de performance écoresponsables », dit M. Leclerc.

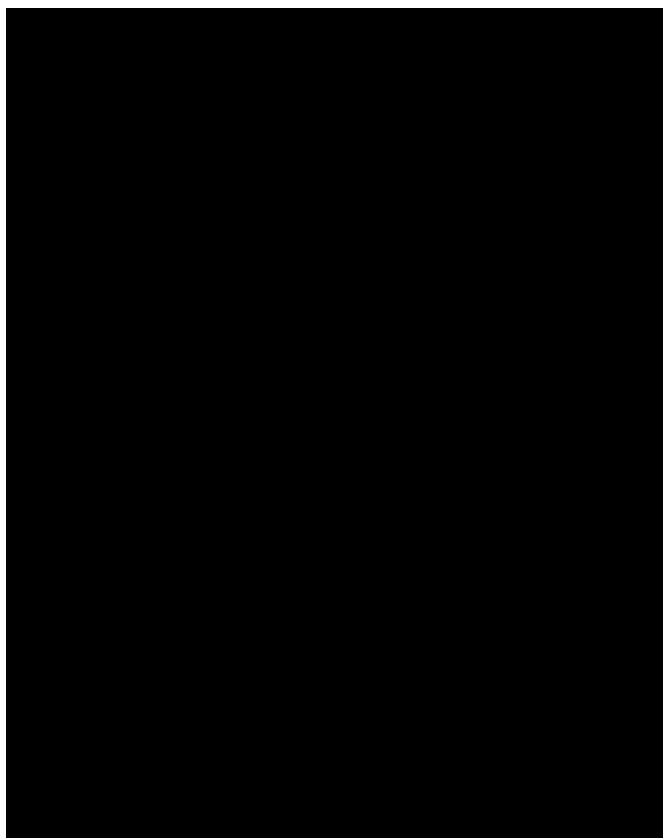
Revoir le Fonds des générations ?

Il y a un aspect générationnel à la crise économique et écologique que nous vivons, ce qui nécessite « une réévaluation du rôle du Fonds des générations », qui est actuellement destiné à éponger la dette du Québec, plaide M. Delorme. « La situation de l'assainissement des finances publiques et la lutte

contre les changements climatiques sont liées. La dette financière, c'est un problème intergénérationnel — mais la crise climatique en est un aussi. » Il faut régler à la fois « notre dette financière et notre dette écologique ».

Actuellement, les objectifs inscrits dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations sont d'atteindre 45 % du PIB pour la dette brute au 31 mars 2026, et 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés au 31 mars 2026. Pour François Delorme, la cible devrait être conservée, mais il faudrait revoir l'échéancier. « C'est important d'assainir les finances publiques », mais il faudrait repousser l'horizon pour y parvenir, ce qui permettrait d'allouer une partie des dépenses du Fonds à la lutte contre les changements climatiques. Le Québec a la marge de manœuvre pour le faire, croit M. Delorme.

À voir en vidéo





Les jours difficiles arrivent



Avant la pandémie, Eric Girard n'avait pas la mission la plus difficile du gouvernement.

Publié le 13 novembre 2020 à 5h00



PAUL JOURNET
LA PRESSE

Le ministre des Finances avait hérité des surplus engrangés par les libéraux. Son gros défi était de sous-estimer la cagnotte pour éviter que ses collègues ministres en demandent une trop grosse part.

Comme tout a changé vite...

Ce sont de mauvaises nouvelles que cachait jeudi la mise à jour économique.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Finances Eric Girard promet de présenter des projections sur cinq ans dans son prochain budget, prévu en mars.

Les projections financières se font habituellement sur cinq ans. Cette fois, les chiffres s'y arrêtent après trois ans. Après, il y a un gros point d'interrogation.

Le déficit prévu en 2022-2023 est de 7 milliards. C'est donc cette somme qu'il faudra trouver pour éliminer le déficit du budget d'ici 2025-2026, comme l'exige la *Loi sur l'équilibre budgétaire*.

Je répète : 7 milliards à trouver en trois ans. Et ce, alors que la COVID-19 a révélé l'hyperfragilité du système de santé et que le choc démographique va l'aggraver.

D'ailleurs, inscrire un déficit de 7 milliards ne sera pas si simple. Cela requerra une hausse annuelle des dépenses de 3 à 3,5 %, soit moins que la hausse des coûts de système en santé.

Comment réussir cette mission ? M. Girard ne répond pas encore.

Je ne le blâme pas. Il reste énormément d'inconnus, comme la durée de la seconde vague de l'épidémie et la date de distribution du vaccin. Au lieu de dire n'importe quoi, mieux vaut attendre un peu.

La pire chose à faire serait de foncer coûte que coûte vers un objectif comptable en se donnant des cibles de dépenses impossibles à atteindre. On a déjà joué dans ce film et il finissait mal...

Après la campagne électorale de 2014, plusieurs Québécois se sont sentis floués. Certes, les péquistes, libéraux et caquistes promettaient tous de revenir au déficit dès l'année suivante. Sauf qu'ils avaient banalisé les sacrifices que cela impliquait.

Quelques jours avant le début de la campagne, le gouvernement Marois avait eu l'audace de déposer un budget sans détailler les dépenses.

On se souvient de la suite : le gouvernement Couillard a joué au yoyo budgétaire, avec des compressions en début de mandat, puis des réinvestissements préélectorales.

Cette fois, le scénario est différent. Il y a plus de temps pour réfléchir – la cible de déficit zéro est dans cinq ans.

En juin dernier, M. Girard a demandé aux chercheurs de lui soumettre des suggestions pour hausser les revenus ou réduire les dépenses.

Sur certains aspects, il se menotte avec des promesses caquistes faites avant la pandémie. Le ministre refuse toute hausse du fardeau fiscal. Il écarte ainsi des propositions ciblées et raisonnables, comme celles de la Chaire de recherche en

fiscalité et en finances publiques de l'Université Sherbrooke pour éliminer un petit nombre d'avantages dont profitent les plus fortunés.

Mais M. Girard fait aussi preuve d'ouverture d'esprit. Jeudi, il a brisé un vieux tabou.

« Au cours des prochains mois, le gouvernement examinera la nécessité de revoir la *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* », a-t-il annoncé.

En clair : suspendre le financement du remboursement de la dette et utiliser plutôt l'argent pour équilibrer le budget sans compressions.

N'oublions pas que le déficit de 7 milliards est calculé *après* le versement à ce fonds et la provision en cas d'imprévus.

L'idée revient souvent dans le débat public, surtout à gauche. Mais c'est la première fois qu'un ministre des Finances l'évoque si clairement.

Certains chercheurs craignent le précédent créé. D'autres préfèrent qu'on modifie la loi pour reporter à 2027-2028 le retour au déficit zéro, tout en continuant d'épargner pour rembourser la dette.

Mais au-delà de ces désaccords, il semble y avoir un consensus : si rien ne change, le plan du gouvernement ne fonctionne pas. Il sera très, très difficile d'équilibrer le budget d'ici cinq ans sans réduire les services ou hausser le fardeau fiscal.

D'autant que les besoins ne font qu'augmenter. Un exemple : la santé mentale, dont on commence à réaliser le scandaleux sous-financement.

Bien sûr, ce serait plus simple si le fédéral haussait les transferts en santé. Québec a entièrement raison d'en réclamer plus. Mais la demande (qu'Ottawa paye 35 % et non 22 % de la facture en santé) a peu de chances d'être entièrement satisfaite.

Le ministre Girard promet de présenter des projections sur cinq ans dans son prochain budget, prévu en mars. Il restera encore toutefois beaucoup d'incertitudes.

C'est seulement à l'hiver 2022 qu'on saura comment le Québec s'est sorti de la COVID-19. Ce sera le dernier budget caquiste avant la campagne électorale.

Cette fois, il n'y aura plus d'excuses. Tout le monde aura amplement eu le temps d'y réfléchir.

Contrairement à 2014, les partis devront alors expliquer comment ils équilibreraient – ou pas – le budget. Et comment ils financeraient tous les services qu'ils ne manqueront pas de promettre.

Ce débat peut commencer.

© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.

**Bien comprendre
les enjeux,
c'est s'engager vers
de meilleures solutions.**

Le journalisme de qualité permet une meilleure compréhension des enjeux appuyés par des faits vérifiés et alimente sainement les débats de société. Votre soutien permet d'assurer la gratuité de nos contenus à tous.

Je soutiens La Presse

Analyse: l'équilibre budgétaire tiendra à un fil



Photo: Graham Hughes La Presse canadienne La réduction du déficit ne devra pas se faire en alourdissant le fardeau fiscal des contribuables, a assuré Eric Girard.

Éric Desrosiers

13 novembre 2020

Économie

La pandémie de COVID-19 a plongé les peuples et leurs économies dans une terrible tempête. La façon dont les finances publiques québécoises en sortiront pourrait dépendre de petits points de pourcentage ici et là.

Le ministre des Finances du Québec a procédé jeudi à une mise à jour économique (http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2020/documents/AUTFR_lepointNov2020.pdf) dans laquelle il a laissé planer le doute sur sa capacité de ramener son déficit de 15 milliards à zéro dans cinq ans, comme le stipule la Loi sur l'équilibre budgétaire. Cela ne devra pas se faire en alourdissant le fardeau fiscal des

contribuables, a assuré Eric Girard, mais en contrôlant plutôt la croissance des dépenses, en recevant du gouvernement fédéral un financement accru en santé et en augmentant le potentiel de l'économie québécoise.

1,5%

C'est la croissance réelle de l'économie québécoise en moyenne de 2009 à 2018. Le ministre Girard espère une croissance de 5 % l'année prochaine.

Quelques minutes auparavant, la numéro deux de la Banque du Canada, Carolyn Wilkins, prononçait ce qui devrait être son dernier discours officiel avant son départ le mois prochain (<https://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2020/11/discours-2020-11-12.pdf>). Elle y présentait un aperçu de « la vie après la COVID-19 » et prévenait que la pandémie risquait fort de laisser sur l'économie des « cicatrices » profondes au Canada, avec un potentiel de croissance réelle au-delà d'un simple rattrapage du terrain perdu diminuée presque de moitié (de 1,8 % à moins de 1 % par année) jusqu'en 2023. Ces dommages économiques infligés principalement par la chute des investissements des entreprises, mais aussi un découragement des chômeurs et le rapatriement au pays de certaines chaînes d'approvisionnement, pourraient devenir « permanents » sans une prise en main énergique des pouvoirs publics et des acteurs privés, a-t-elle fait valoir.

Il suffirait de si peu

Le moindre écart de croissance potentiel peut avoir des conséquences importantes sur le sort des finances publiques, rappelait la Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke dans une étude en septembre (<https://www.ledevoir.com/economie/585848/finances-publiques-quebec-ne-pourra-pas-respecter-sa-loi-sur-l-equilibre-budgetaire>). On y estimait, par exemple, que si le gain économique réel lié à l'augmentation du bassin de travailleurs et de leur productivité s'élevait à 1,5 % par an plutôt que 2 % comme l'espère le gouvernement Legault, ce dernier aurait besoin de sept ans plutôt que de 5 ans pour rétablir l'équilibre budgétaire.

Or, alors que la croissance réelle de l'économie québécoise a justement été de 1,5 % en moyenne de 2009 à 2018, Eric Girard en espère 5 % l'année prochaine (contre 4,7 % pour les prévisionnistes du secteur privé), et devrait, par la suite, maintenir un rythme de 2 % par année pour revenir à l'équilibre budgétaire dans cinq ans, a calculé jeudi le Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois (ASDEQ).

À lire aussi:

Québec prévoit un déficit pour une relance compétitive (<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/589606/-quebec-delle-les-cordons-de-la-bourse>)

Mises à jour économique: des mesures saluées, mais certains secteurs restent sur leur faim

(<https://www.ledevoir.com/economie/589648/-des-mesures-saluees-mais-certains-en-voulaient-plus>)

Mise à jour économique: une relance verte? (<https://www.ledevoir.com/non-classe/589684/mise-a-jour-economique-une-relance-verte>)

Il n'y a pas que la capacité de croissance à long terme de l'économie qui peut jouer des tours au gouvernement du Québec, a prévenu jeudi l'ancien ministre libéral et aujourd'hui économiste en chef de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Martin Coiteux, lors d'un panel d'économistes organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM). Il suffirait qu'un retour de l'inflation force les banques centrales à relever leurs taux d'intérêt pour mettre rapidement en sérieuse difficulté les gouvernements qui portent actuellement à bout de bras leurs économies au prix d'une « hausse spectaculaire » de leur endettement (<https://www.ledevoir.com/endettement>). Ce danger est peu probable à court terme, a-t-il admis, mais « tout cela ne tient qu'à un fil ».

Priorité à la relance

La meilleure façon de réduire le risque que pose à long terme l'alourdissement de la dette des pouvoirs publics et des acteurs privés est de ne pas rater l'occasion que la pandémie nous offre d'améliorer la productivité de notre économie, a plaidé Carolyn Wilkins. « En fait, ce pourrait très bien être le moment idéal », le choc, suivi de l'obligation de s'adapter très rapidement, imposés par la pandémie, rappelant d'une certaine manière, selon elle, les innovations technologiques qui allaient présider au boom économique de l'après-guerre.

À cet égard, les domaines généralement cités comme les investissements les plus rentables à long terme sont notamment l'éducation, les infrastructures, la technologie et le verdissement de l'économie, a rappelé la première sous-gouverneure de la Banque du Canada. Nous devons aussi « reconnaître que les objectifs sociaux et économiques sont souvent complémentaires, et non opposés », a-t-elle ajouté, citant en exemple le réseau public de services de garde au Québec.

Pressons-nous lentement



Robert Dutrisac

13 novembre 2020 **Éditorial**
Éditoriaux

Le ministre des Finances, Eric Girard, a présenté une mise à jour économique et financière qui maintient la prévision d'un déficit de 15 milliards d'ici la fin de l'exercice

(<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/589606/-quebec-delie-les-cordons-de-la-bourse>) et qui fait état d'un déficit structurel de l'ordre de 5,5 à 7 milliards au terme des trois prochaines années. Le gouvernement Legault s'engage à revenir à l'équilibre au terme de cinq ans, soit en 2025-2026, respectant ainsi la Loi sur l'équilibre budgétaire. Mais ce ne sera que dans son prochain budget au printemps que le ministre nous dira comment il entend s'y prendre.

Ce retour rapide à l'équilibre budgétaire ne passera par un alourdissement du fardeau fiscal, a indiqué Eric Girard. Mais il implique un contrôle des dépenses qui ne devront pas croître de plus de 3 % à 3,5 % par an. Déjà, on estime que les dépenses en santé doivent augmenter de plus de 5 % annuellement sans même tenir compte des besoins exceptionnels liés à la COVID-19. Le Québec ne foulera plus les vallées verdoyantes comme il l'a fait avant la pandémie. Dans le dernier budget présenté juste avant le confinement décrété en mars, un budget rendu caduc, la croissance prévue des dépenses atteignait 5 % en moyenne pour l'ensemble des missions de l'État.

Ce déficit de 15 milliards comprend une provision de 4 milliards pour les risques économiques, un coussin conserve et qu'il n'a pas entamé. L'utilisation de la réserve de stabilisation composée des surplus accumulés au cours des dernières années réduira à 3 milliards le déficit prévu pour 2020-2021, ce qui comprend 2,6 milliards versés au Fonds des générations.

Outre le contrôle des dépenses, Eric Girard, pour renouer avec l'équilibre budgétaire, compte principalement sur « l'accroissement du potentiel économique du Québec », pour reprendre le leitmotiv caquiste, avec à la clé la hausse de la productivité des entreprises grâce à des investissements technologiques et la requalification des travailleurs dont les emplois ont été fauchés par la pandémie. Il mise également sur une hausse du transfert fédéral en santé. Les provinces réclament un relèvement de 22 % à 35 % de la part d'Ottawa dans les dépenses de santé, ce qui représenterait une somme de 6,2 milliards pour le Trésor québécois. C'est un vœu pieux que la mise à jour écarte d'ailleurs de ses prévisions. S'il s'est montré prodigue envers les provinces en leur accordant une aide ponctuelle en ces temps de pandémie, le gouvernement Trudeau n'a manifesté aucune volonté de majorer sa contribution récurrente en santé.

La mise à jour économique prévoit l'injection de 1,8 milliard en trois ans, en sus des sommes déjà engagées. L'essentiel de cet ajout, soit 1,5 milliard, financera la relance économique, la formation de la main-d'œuvre et le plan pour une économie verte qui sera dévoilé lundi. L'opposition libérale a déploré que le gouvernement ne se lance pas dans des dépenses massives à court terme afin de sauver les entreprises menacées de fermeture définitive. Du côté gouvernemental, on semble se résigner au naufrage des entreprises fragiles.

Eric Girard serait mal avisé de ralentir la reprise sous prétexte d'atteindre rapidement l'équilibre budgétaire. La situation étant exceptionnelle, la réponse du gouvernement doit l'être aussi. Or, quand on scrute les chiffres pour la dernière année visée par la mise à jour, soit 2022-2023, on se rend compte que le déficit réel passe de 7 à 2,8 milliards si on tient compte de la provision pour éventualités et du versement au Fonds des générations. Si l'économie ne se dégingue pas, il n'y a rien là qui justifierait le recours à une austérité contre-productive. Gageons qu'Eric Girard se garde un atout dans sa manche pour son budget.



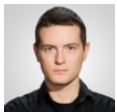
Mise à jour économique

Le sérieux de Québec, l'insouciance d'Ottawa



Non, le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, n'a pas pu nous expliquer en détail jeudi comment la province retrouvera l'équilibre budgétaire dans cinq ans après avoir essuyé sa pire crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale.

Publié le 13 novembre 2020 à 5h00



PHILIPPE MERCURE
LA PRESSE

Difficile de le lui reprocher. Dans un monde où on ignore largement de quoi le prochain mois sera fait, prédire l'état de l'économie en 2025-2026 aurait relevé davantage de la devinette que de la science économique. D'où cette mise à jour

économique qui voit trois ans en avant au lieu des cinq ans habituels et qui laisse donc certaines questions en suspens.

Mais en écoutant M. Girard rappeler l'ampleur des sacrifices qu'ont faits les Québécois pour atteindre l'équilibre budgétaire et marteler l'importance de retrouver cet équilibre, on sentait une fermeté rassurante.

Une volonté, malgré une injection d'argent aussi inédite que nécessaire dans l'économie, de garder un œil sur le robinet et de planifier sa fermeture.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Finances du Québec, Eric Girard

Le contraste est frappant avec ce qui se passe à Ottawa, où la valse des milliards se fait avec une insouciance autrement plus inquiétante. Dans son rapport publié la semaine dernière, le directeur parlementaire du budget montre qu'Ottawa a même perdu le compte de tout ce qu'il dépense !

« Il n'existe actuellement aucun document gouvernemental public publié offrant une liste exhaustive de toutes les mesures annoncées à ce jour ou des estimations de coûts mises à jour. Cela fait qu'il est difficile de tenir compte de toutes les différentes mesures que le gouvernement a annoncées », écrivait-il.

La mise à jour économique de Québec démontre aussi toute la pertinence d'équilibrer le budget quand les choses vont bien – un autre contraste entre Québec et Ottawa. Pendant que l'économie tournait à plein régime avant la pandémie, Québec a engrangé des provisions. Résultat : le déficit historique de 15 milliards prévu cette année a été atténué de 12 milliards grâce à la réserve de stabilisation. Un sacré coup de pouce.

À Ottawa, pendant ce temps, on avait renoncé à toute tentative de planifier un retour à l'équilibre même par période de beau temps. Pas étonnant qu'on perde le contrôle quand la tempête débarque.

Ces différences ne sont évidemment pas seulement attribuables à la personnalité des politiciens. Québec s'est doté de lois qui interdisent les déficits en temps normaux et obligent à retrouver l'équilibre en cinq ans lorsqu'on est forcé d'en creuser en temps de crise. Ces ancrages, on le constate aujourd'hui, font office de précieuses bouées lorsque la mer s'agite.

De telles balises, en fait, paraissent presque trop strictes actuellement compte tenu de la situation exceptionnelle. Eric Girard a réitéré sa volonté ferme de ramener l'équilibre budgétaire en cinq ans, mais le suspense reste entier sur comment on y parviendra.

Au sortir de la crise, le gouvernement estime que le patient qu'est l'économie québécoise ne sera pas entièrement guéri. Il aura subi des dommages permanents (un déficit dit « structurel ») de 5,5 à 7 milliards.

Comment le combler ? M. Girard a surtout détaillé les méthodes qui ne seront pas utilisées : une hausse des impôts et une coupe des services. Sauf que renflouer un déficit de 7 milliards en quelques années sans ces deux outils apparaît difficile.

Devrait-on changer la loi pour suspendre les versements au Fonds des générations, option évoquée dans les documents publiés jeudi ? Ou se donner deux ans de plus pour retrouver l'équilibre ? On créerait dans chaque cas un troublant précédent, mais qui peut très bien se justifier par le contexte exceptionnel.

On en saura plus sur la stratégie de Québec en mars prochain lors du dévoilement du budget.

Il est probable qu'on voit plus clair à ce moment, notamment sur l'état d'avancement des vaccins contre la COVID-19. En attendant, souhaitons que M. Girard passe un coup de fil à Ottawa pour inculquer un peu de rigueur à ses homologues fédéraux.

© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.



Cap sur un déficit de 15 milliards de dollars au Québec



Le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, lors de la présentation de la mise à jour économique

PHOTO : RADIO-CANADA / SYLVAIN ROY ROUSSEL

Mathieu Dion

2020-11-12 | Mis à jour hier à 17 h 08

Comme prévu, la mise à jour budgétaire du ministre des Finances du Québec fait état d'un déficit historique de 15 milliards de dollars en 2020-2021. Nouveauté cette fois : les déficits s'accumuleront encore pour les deux prochaines années, soit de 8,3 et 7 milliards de dollars respectivement.

Les 15 milliards comprennent toujours une « provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance » de 4 milliards de dollars, ce qui pourrait par exemple servir à la vaccination des Québécois contre la COVID-19, et un versement de 2,7 milliards au Fonds des générations. La majorité de ces sommes sont puisées à même la réserve de stabilisation.

Les revenus de l'État devraient s'établir à 118,7 milliards de dollars, dont 30,3 milliards proviennent des transferts fédéraux, un bond de 5 milliards par rapport à l'année dernière. Les dépenses en

revanche atteindront 127 milliards, soit une augmentation considérable de 12 % comparativement à 2019-2020.

Les finances du Québec seront plongées dans le rouge au moins jusqu'en 2022-2023. Dans ce contexte, le gouvernement songe à la « nécessité de revoir » la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations, qui le contraint à ne pas excéder 45 % du produit intérieur brut pour la dette brute au 31 mars 2026.

Et pour retrouver l'équilibre budgétaire dans cinq ans, comme le prévoit la loi, le gouvernement de François Legault entend s'appuyer sur « trois vecteurs » : une augmentation des dépenses « en lien avec celle des revenus », un retour à la croissance économique et un financement accru d'Ottawa en soins de santé. Le ministre Eric Girard est toutefois demeuré vague en conférence de presse sur ses visées pour chacun d'entre eux, en plus de ne pas se prononcer sur les deux dernières années, qui suivront l'exercice 2022-2023.

D'ailleurs, pour résorber le déficit structurel à venir, un grand pan de la solution repose sur la volonté du gouvernement fédéral d'augmenter ses transferts. « Sans aide, la capacité de payer en fonction de la croissance est une augmentation de 3 à 3,5 % par année, a-t-il expliqué. Les coûts de système sont plus élevés que ça, ce qui veut dire qu'il faudrait des gains de productivité importants dans le secteur de la santé. »

« Nous serons en mesure de donner au budget le sentier de retour vers l'équilibre budgétaire. »

— Eric Girard, ministre des Finances du Québec

M. Girard indique ne pas avoir l'intention d'alourdir le fardeau fiscal ni de réduire le financement des services.

« Si 7 milliards de dollars [de déficit], c'est le bon scénario, ce ne sera pas facile à résorber sur un horizon de deux ans », a commenté l'économiste Daniel Denis à la suite de la présentation de la mise à jour économique.



Mise à jour économique au Québec : entrevue avec Eric Girard

Près de 600 millions de plus en soutien pour 2020-2021

Québec injectera des sommes additionnelles de 600 millions de dollars cette année, pour un total de 1,8 milliard sur trois ans, afin de soutenir les Québécois et de relancer l'économie.

Une panoplie de mesures sont prévues, dont :

- 459 millions pour favoriser la réintégration sur le marché du travail;
- 477 millions pour accélérer les projets d'investissements des entreprises;
- 300 millions pour le Plan pour une économie verte;
- 247 millions pour la production québécoise et l'achat local;
- 100 millions pour la santé mentale;
- 117 millions pour les milieux d'enseignement;
- 60 millions pour le secteur du tourisme.

Le gouvernement prévoit, en plus, des dépenses supplémentaires de 1,3 milliard de dollars pour gérer la crise sanitaire. Ce montant est principalement attribuable aux primes pour le personnel, à la formation des nouveaux préposés aux bénéficiaires et au dépistage.

Au total, cette année, ce sont 4,5 milliards de dollars d'initiatives économiques et sanitaires qui viennent s'ajouter aux 6 milliards de dollars d'actions déjà présentées lors du portrait sur la situation économique présenté en juin. Ces initiatives ont été rendues possibles grâce à une amélioration de l'état des finances à hauteur de 4,4 milliards depuis ce précédent portrait, notamment en raison d'une situation économique meilleure que prévu.

Après avoir chuté de 6 % cette année – plutôt que 6,5 % tel qu'annoncé en juin –, le PIB devrait connaître un regain de 5 % en 2021.

Les Québécois dans l'inconnu, selon l'opposition

« Ils sont conservateurs dans les dépenses, mais assez jovialistes dans les prévisions », a dénoncé d'entrée de jeu la cheffe du Parti libéral du Québec, Dominique Anglade. Elle réclame du gouvernement un plan détaillé à long terme plutôt qu'un « bilan comptable à court terme sur trois ans ».

Le porte-parole de Québec solidaire en matière de finances, Vincent Marissal, renchérit en évoquant l'absence de « deux années mystères » sur l'horizon de cinq ans prévu à La loi sur l'équilibre budgétaire. « Il manque des morceaux dans le casse-tête que le ministre vient de nous présenter », explique-t-il, ajoutant que son effort budgétaire est « minimaliste » et « même chiche ».

Au Parti québécois, le chef Paul St-Pierre Plamondon craint que l'austérité ne devienne inévitable pour renflouer les coffres, doutant d'une « collaboration subite du gouvernement fédéral ».

Le **surplus budgétaire** de 3 milliards de dollars en 2019-2020 a fondu à 32 millions, sous l'effet entre autres de la baisse des revenus fiscaux avec l'état d'urgence sanitaire en mars et des pertes sur investissement de 434 millions de dollars de plus dans la CSeries, qui totalisent 1 milliard, et de 378 millions dans Ciment McInnis.

Mathieu Dion





< ARTICLE PRÉCÉDENT

ÉDITION DU
VENDREDI 13 NOVEMBRE 2020

ARTICLE SUIVANT >



< RETOUR

Aa Aa

**MISE À JOUR ÉCONOMIQUE**
JOVIALISTE, CHICHE ET
HYPOTHÉTIQUE SELON
L'OPPOSITION

(LCP) Le gouvernement présente avec sa nouvelle mise à jour économique une vision « jovialiste », selon les libéraux.

« Pourquoi? Parce que le gouvernement s'attend à une croissance du PIB de 5 % en 2021 basée entièrement ou essentiellement sur les dépenses de consommation et l'investissement privé des entreprises », note le porte-parole en matière d'économie, Carlos Leitão.

VERSION CLASSIQUE

« Or dans un cas comme dans l'autre, pour que les ménages dépensent au rythme qui est prévu, il faudrait que le taux de chômage soit beaucoup plus

indiquent que le taux de chômage sera beaucoup plus bas que ce qui est prévu dans ce même document. Donc, il y a une incohérence dans leurs prévisions », croit-il.

Selon l'ex-ministre des Finances, son successeur Eric Girard « est beaucoup trop proche de son portefeuille, de ses sous, et ce n'est pas le moment », estime-t-il.

« C'est maintenant qu'il fallait dépenser massivement. Parce que, si on ne le fait pas maintenant, plus tard, en 2021, si entre-temps il y a une cascade de faillites, ça va être beaucoup plus difficile de reconstruire le tissu économique. »

Minimaliste

Le porte-parole de Québec solidaire en matière de finances « reste sur sa faim » avec les nouvelles mesures annoncées. C'est un effort « minimaliste » et assez « chiche » de l'avis de Vincent Marissal.

De plus, « le ministre semble avoir fait preuve d'une créativité comptable, ma foi, assez extraordinaire pour se maintenir à 15 milliards \$ de déficit, pour maintenir comme par hasard sa réserve de 4 milliards à 4 milliards \$ ».

Selon lui, l'entêtement du ministre de revenir à l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans est de mauvais augure. « Quand on calcule et qu'on additionne, ça nous donne le résultat de l'austérité patente. Ça nous pend au bout du nez », croit l'élusolidaire.

Transferts en santé

Au PQ, on estime que le gouvernement aura besoin d'aller chercher 6 milliards \$ de plus en transferts fédéraux pour atteindre l'équilibre budgétaire.

« Tant et aussi longtemps que nous n'irons pas chercher l'argent des transferts en santé, de l'argent qui nous appartient, la CAQ n'aura aucunement les moyens de ses ambitions », affirme son porte-parole

en matière de finances, Martin Ouellet.

« On ne peut pas baser notre relance économique et la survie de nos systèmes de santé et d'éducation sur des sommes hypothétiques! Encore une fois, la CAQ doit quémander au fédéral l'argent qui nous appartient », déplore-t-il.

Sa collègue Méganne Perry Mélançon critique pour sa part la cible du gouvernement pour l'achat local d'équipements de protection individuelle qui demeurera à 25 %. « La CAQ revient sur son engagement de protéger et de promouvoir les intérêts du Québec. Nous pourrions aller jusqu'à 70 % de contenu québécois, mais le gouvernement refuse de se montrer plus exigeant. »

-30-



< ARTICLE PRÉCÉDENT

ÉDITION DU VENDREDI 13 NOVEMBRE 2020



ARTICLE SUIVANT >



< RETOUR

Aa Aa



MISE À JOUR ÉCONOMIQUE **DES MESURES ADDITIONNELLES DE 1,8 MILLIARD \$**

(LAG) Le point sur la situation économique et financière du Québec présenté hier par le ministre des Finances prévoit des mesures additionnelles totalisant 1,8 milliard \$ sur trois ans pour soutenir les Québécois et relancer l'économie en cette période de crise sanitaire.

De ce montant, 1,5 milliard \$ est consacré à la relance, explique Eric Girard. Il servira à accélérer des projets d'investissement d'entreprises (477 millions \$), à requalifier des travailleurs (459 millions \$), à bonifier le Plan pour une économie verte (300 millions \$) et à encourager la production québécoise et l'achat local (247 millions \$)

VERSION CLASSIQUE

(277 millions \$).

Soutien

Une somme de 287 millions \$ est aussi prévue pour soutenir les Québécois, dont 100 millions \$ pour la santé mentale, un investissement qui a déjà été annoncé par le ministre Lionel Carmant au surlendemain de la tuerie de Québec. On parle aussi d'une aide de 60 millions \$ pour l'industrie touristique.

« De plus, de nouvelles initiatives totalisant 117 millions \$ permettront de rendre nos milieux d'enseignement mieux adaptés au contexte actuel et à l'enseignement à distance, de soutenir des clientèles vulnérables et d'assurer des services de garde subventionnés sécuritaires », explique le cabinet du ministre des Finances.

Depuis le début de la pandémie, en mars, le gouvernement a investi environ 13 milliards \$ pour gérer la crise sanitaire et pour soutenir les citoyens, dont 5 milliards \$ pour renforcer le système de santé.

Déficit et équilibre budgétaire

Le ministre Girard prévoit toujours un déficit budgétaire de 15 milliards \$ pour l'année financière en cours. « En incluant les provisions, des déficits budgétaires décroissants de 8,3 milliards \$ en 2021-2022 et de 7 milliards \$ en 2022-2023 sont actuellement prévus », déclare son cabinet.

Un retour à l'équilibre budgétaire est prévu d'ici cinq ans « sans couper dans les services et sans augmenter les taxes et impôts », promet-on. Le « sentier » sera mieux défini dans le prochain budget. Selon le point, un déficit structurel de 5,5 à 7 milliards \$ est à résorber pour retrouver l'équilibre.

Par ailleurs, « l'économie mondiale devrait retrouver le sentier de la croissance dès 2021. Ainsi, un rebond de l'activité économique est attendu au Québec (+5,0 %) et au Canada (+4,5 %) », peut-on y lire.

VERSION CLASSIQUE



Mission impossible



Un retour au déficit zéro sans hausse d'impôts ni compressions ?

Publié le 13 novembre 2020 à 6h30



FRANCIS VAILLES
LA PRESSE

Mission impossible, disent les économistes. Impossible n'est pas français, rétorque le ministre des Finances, essentiellement. Qui croire ?

Jeudi, *Le point sur la situation économique et financière du Québec* nous a permis d'en savoir un peu plus sur la stratégie du gouvernement. D'ici cinq ans, le déficit de 15 milliards de cette année aura disparu, comme l'exige la loi, a dit Eric Girard.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Jeudi, *Le point sur la situation économique et financière du Québec* nous a permis d'en savoir un peu plus sur la stratégie du gouvernement. D'ici cinq ans, le déficit de 15 milliards de cette année aura disparu, comme l'exige la loi, a dit Eric Girard.

Et pour y arriver, a répété le ministre des Finances, pas question de hausser les impôts, de comprimer les dépenses ou d'augmenter la dette. Ni directement ni indirectement, par exemple en majorant le taux d'inclusion du gain en capital, en privant les riches du montant personnel de base ou en n'indexant pas les barèmes d'imposition, ce qui équivaldrait à une hausse d'impôts.

Mais alors, quel est le secret du ministre ? Réponse : l'argent du fédéral.

Selon ce qu'on peut comprendre du Point, entre 89 % et 100 % du déficit récurrent à résorber (de 5,5 à 7 milliards) seraient comblés par une hausse des transferts fédéraux en santé, rien de moins.

Quand on connaît les défis titanesques qui attendent Chrystia Freeland pour redresser les finances fédérales, on peut conclure que la mission reste impossible.

Pour mieux comprendre, voyons les chiffres.

Pour l'année en cours (2020-2021), le déficit causé par la COVID-19 sera de 15 milliards, indique le Point du ministre. Curieux à dire, mais dans ce chiffre, il y a une bonne nouvelle : le déficit restera à 15 milliards même si le gouvernement dépense 4,5 milliards de plus que ce qui était prévu en juin dernier pour relancer l'économie et soutenir les réseaux.

Cette stagnation du déficit s'explique par le fait que l'économie du Québec a fait pas mal mieux que prévu depuis les derniers calculs du ministère des Finances, en juin. Mieux de combien ? Au net, environ 4,5 milliards, peut-on dire.

Bref, Québec réinjecte la totalité de la marge additionnelle dégagée depuis juin dans l'économie et les réseaux dès cette année. Donc 15 milliards (1).

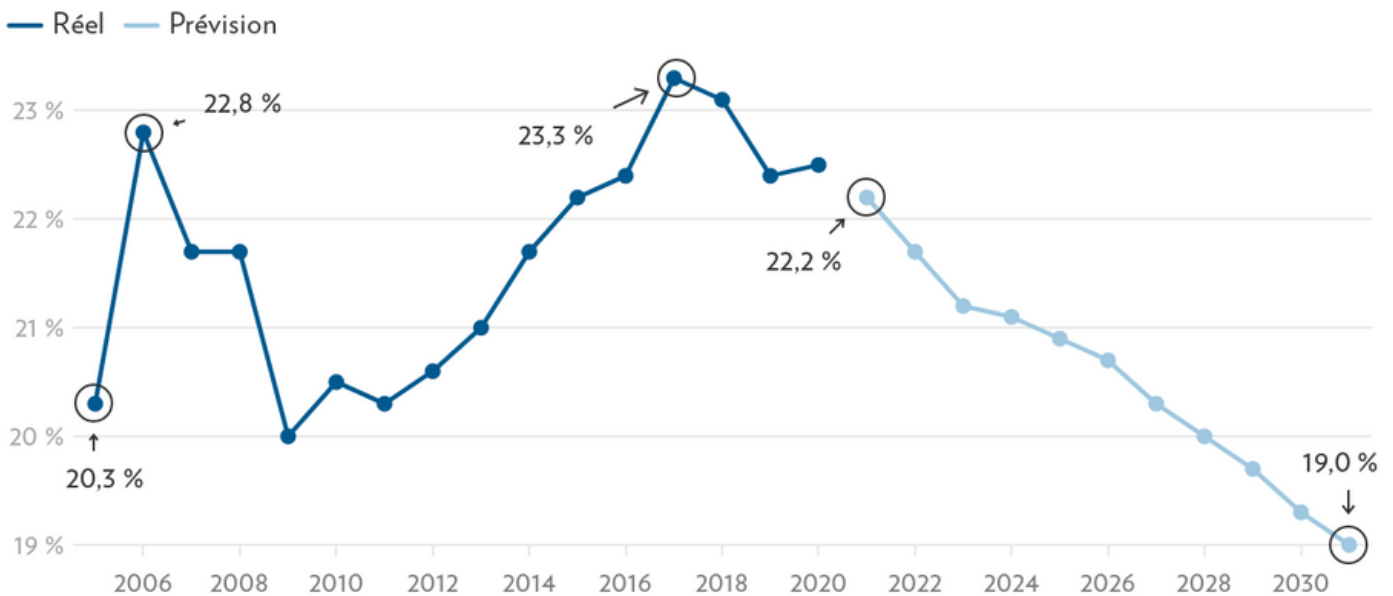
L'an prochain, en 2021-2022, le déficit passera à 8,2 milliards, avant de descendre à 7 milliards l'année suivante, avec la fin de la pandémie. Et bon, si les mesures de prudence ne sont pas utilisées, on arrive au déficit structurel récurrent autour de 5,5 à 7 milliards mentionné plus haut, soit la somme qu'il faudra avoir effacée à la cinquième année, selon notre *Loi sur l'équilibre budgétaire*.

Capiche ?

L'argent du fédéral, maintenant. Le gouvernement du Québec, comme les autres provinces, réclame qu'Ottawa augmente sa part des dépenses de santé. Pourquoi ? Parce que le gouvernement Harper avait unilatéralement programmé une réduction du rythme de croissance de ses transferts, ce qui a fait fondre chaque année la part fédérale à partir de 2017, dans une période où la population vieillit et où les besoins explosent.

Cette année, le fédéral finance 22 % des dépenses de santé, et si ce rythme se maintient, on reculera progressivement à 19 % d'ici 10 ans, calcule le ministère des Finances. La situation ne sera pas soutenable.

Part du financement fédéral dans les dépenses en santé des provinces, de 2004-2005 à 2030-2031



Sources : Institut canadien d'information sur la santé, Conference Board du Canada, ministère des Finances du Canada et ministère des Finances du Québec



Pour redresser la barre, les provinces exigent qu'Ottawa fasse passer cette part à 35 %. Comme les dépenses de santé sont énormes dans le budget, cette augmentation de 22 % à 35 % ferait hausser les versements annuels du fédéral de 6,2 milliards par année au Québec.

Autrement dit, ces 6,2 milliards combleraient de 89 % à 100 % du déficit que le gouvernement juge récurrent au cours des prochaines années. C'est, comment dire, très ambitieux.

Serait-il bon de rappeler que la ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland, doit jongler avec un déficit fédéral probable de 400 milliards cette année ? Et que même si ce déficit n'est pas récurrent, même s'il chutera à moins de 100 milliards une

Communiqué (s)

La 5e édition du e-colloque du centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys ouvre ses portes aux spécialistes de l'éducation du réseau public Québécois

NEWS PROVIDED BY

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys →

Nov 12, 2020, 10:46 ET

MONTRÉAL, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - Le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) est heureux d'annoncer l'ouverture des inscriptions de la 5e édition de son E-colloque, maintenant 100 % virtuel, où les spécialistes de l'éducation des centres de services scolaires sont attendus.

UN ÉVÉNEMENT OUVERT À TOUS LES centres de services

Le 4 décembre prochain, les enseignantes et enseignants, conseillères et conseillers pédagogiques, professionnelles et professionnels en éducation, de même que les étudiantes et étudiants en enseignement¹ seront réunis virtuellement sous le thème « Citoyenneté numérique ». Plus d'un millier de participants sont attendus pour ce colloque où seront présentés près de 50 ateliers.

« Reconnu pour notre dynamisme et nos innovations technologiques, nous sommes heureux de souligner cette 5^e édition en invitant les passionnés de l'éducation des différents centres de services scolaires du Québec à participer à l'événement qui s'annonce mémorable », déclare Dominic Bertrand, directeur général du CSSMB.

« Grâce à la collaboration de nos partenaires et de membres du personnel du CSSMB, nous mettrons en lumière les enjeux actuels et discuterons des avenues possibles. Plus que jamais, nous devons nous attarder à bien comprendre les nouvelles réalités de l'enseignement à l'ère du numérique », mentionne Richard Guillemette, directeur général adjoint et responsable du E-colloque.

Créé pour soutenir les professionnels de l'éducation, l'E-colloque est un formidable forum d'échange pour ceux et celles qui viennent en aide aux élèves qui doivent apprendre dans un contexte où la technologie est omniprésente. Sports électroniques, fausses nouvelles, interactivité... voilà quelques sujets qui seront abordés et démystifiés.

DES CONFÉRENCIERS DE RENOM

Plus de 10 conférenciers seront présents sur une chaîne en continu, notamment :

- Marius Bourgeois
Faiseurs de possible dans l'école d'aujourd'hui
- Simon Collin
L'éducation à la citoyenneté à l'ère du numérique : quelques balises conceptuelles et implications pédagogiques
- Benoit Petit
Entretenir la flamme ou éteindre des feux?

INSCRIPTION

Programmation et inscription

Places limitées

4 décembre 2020

À PROPOS DU CSSMB

Le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeois (CSSMB) est le deuxième plus grand centre de services scolaire au Québec avec 11 500 employés dédiés à la réussite de 72 000 élèves issus de 165 pays et répartis dans 102 établissements sur l'île de Montréal. Référence en

Le point sur la situation économique et financière du Québec - Des investissements additionnels de 1,8 G\$ pour soutenir les Québécois et relancer l'économie

November 12, 2020, 14:25

Published by : [Cabinet du ministre des Finances](#)

Businesses and self-employed workers

Share



QUÉBEC, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - Alors que le Québec est frappé par la deuxième vague de la pandémie, le gouvernement poursuit ses actions pour soutenir les Québécois, renforcer notre système de santé et relancer l'économie. *Le point sur la situation économique et financière du Québec*, présenté aujourd'hui par le ministre des Finances, M. Eric Girard, fait état de mesures additionnelles totalisant 1,8 milliard de dollars sur trois ans pour continuer à soutenir les Québécois et relancer l'économie. Ces nouvelles initiatives portent à près de 13 milliards de dollars le montant investi par le gouvernement, depuis mars, pour affronter la crise économique et sanitaire historique dans laquelle est plongé le Québec.

Des sommes additionnelles pour soutenir les Québécois et notre économie

En plus des gestes posés depuis mars 2020, le gouvernement annonce un montant additionnel de 287 millions de dollars pour soutenir les Québécois et notre économie. Il inclut ainsi un montant additionnel de 100 millions de dollars qui sera investi pour contrer les problèmes de santé mentale au moyen, entre autres, d'un meilleur accès à des services d'aide.

De plus, de nouvelles initiatives totalisant 117 millions de dollars permettront de rendre nos milieux d'enseignement mieux adaptés au contexte actuel et à l'enseignement à distance, de soutenir des clientèles vulnérables et d'assurer des services de garde subventionnés sécuritaires.

Une aide additionnelle de 60 millions de dollars pour le secteur du tourisme est également annoncée aujourd'hui, notamment pour atténuer les impacts de la pandémie sur l'hébergement touristique.

En ajoutant les sommes accordées depuis le mois de juin, l'aide pour soutenir les Québécois et notre économie pendant la crise totalise 5,9 milliards de dollars.

1,5 G\$ additionnels pour la relance de l'économie

Si l'essentiel des investissements a jusqu'à maintenant été consacré à la gestion de la crise, le gouvernement présente aujourd'hui des actions concrètes totalisant 1,5 milliard de dollars sur trois ans afin d'accélérer la relance de l'économie. De cette somme, 459 millions de dollars iront à des initiatives visant à favoriser la réintégration des Québécois sur le marché du travail en misant sur la requalification, la formation et la diplomation.

Le gouvernement prévoit également 477 millions de dollars pour stimuler la croissance économique en accélérant les projets d'investissement des entreprises, en appuyant des initiatives innovantes et en soutenant le développement économique des régions. Des investissements additionnels de 300 millions de dollars permettront également de bonifier le Plan pour une économie verte, et un montant de 247 M\$ sera investi pour encourager la production québécoise et l'achat local.

Ces actions s'ajoutent au devancement, annoncé en mai dernier, de plusieurs investissements prévus dans le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2020-2030. Pour 2020-2021, ce plan prévoit dorénavant des investissements allant jusqu'à 13,9 milliards de dollars, plutôt que les 11 milliards de dollars initialement prévus. Cette initiative aura un impact financier de plus de 300 millions de dollars sur trois ans.

Les nouvelles initiatives annoncées aujourd'hui portent l'intervention du gouvernement à 1,8 milliard de dollars en lien avec la relance économique depuis mars.

Depuis juin, 1,3 G\$ pour gérer la crise sanitaire

C'est d'abord en s'assurant de contrôler la situation sanitaire qu'il sera possible de redonner confiance à la population et aux entreprises. À cet égard, la mise à jour de novembre 2020 fait état de dépenses additionnelles de 1,3 milliard de dollars en santé depuis juin dernier, qui découlent notamment du plan d'action pour faire face à la deuxième vague de la pandémie. Ces dépenses sont principalement liées à la prolongation des primes pour le personnel de la santé, à la formation des nouveaux préposés aux bénéficiaires, à l'augmentation du dépistage et de la capacité de traitement des tests et aux achats réalisés afin de disposer de tous les équipements de protection nécessaires. Les investissements en santé totalisent 5 milliards de dollars depuis mars.

Près de 13 G\$ investis depuis mars

Au total, depuis le mois de mars, le gouvernement a investi près de 13 milliards de dollars pour gérer la crise sanitaire et pour soutenir les Québécois et notre économie, soit :

- 5,0 milliards de dollars pour renforcer notre système de santé;
- 5,9 milliards de dollars pour soutenir les Québécois et notre économie pendant ces moments difficiles;
- 1,8 milliard de dollars pour favoriser une relance économique forte et durable au Québec.

Un déficit budgétaire important en 2020-2021

Un déficit budgétaire de 15 milliards de dollars est toujours prévu en 2020-2021. En incluant les provisions, des déficits budgétaires décroissants de 8,3 milliards de dollars en 2021-2022 et de 7,0 milliards de dollars en 2022-2023 sont actuellement prévus. La pandémie et les mesures mises en place depuis mars dernier ont généré de tels déficits.

Le gouvernement a été présent depuis le début de la pandémie et compte le demeurer jusqu'à la fin de la crise, mais il a aussi la ferme intention d'assurer une relance économique. Nous reviendrons à l'équilibre budgétaire d'ici 5 ans sans couper dans les services et sans augmenter les taxes et impôts. Plus de détails sur le chemin à suivre seront présentés dans le prochain budget.

Citation :

« Nous devons collectivement affronter l'une des pires crises de l'histoire du Québec. Le gouvernement fera tout ce qui est nécessaire pour renforcer notre système de santé et aider les citoyens et les entreprises qui ont été durement frappés, afin qu'ils puissent traverser cette

pandémie et se relever rapidement. Les nouvelles mesures de relance annoncées aujourd'hui nous permettront d'accroître la confiance et d'assurer une meilleure prévisibilité aux projets d'investissement. »

Eric Girard, ministre des Finances

Faits saillants :

- Des initiatives totalisant 1,8 milliard de dollars depuis juin pour relancer l'économie du Québec, soit :
 - 287 millions de dollars pour soutenir les Québécois et notre économie;
 - 459 millions de dollars pour favoriser la réintégration des Québécois sur le marché du travail;
 - 477 millions de dollars pour stimuler la croissance économique;
 - 300 millions de dollars additionnels pour favoriser la relance verte;
 - 247 millions de dollars pour encourager la production québécoise et l'achat local.

Lien connexe :

Le point sur la situation économique et financière du Québec : <http://www.finances.gouv.qc.ca/lepoint> (<https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=2980424-1&h=2048092527&u=http%3A%2F%2Fwww.finances.gouv.qc.ca%2Flepoint&a=http%3A%2F%2Fwww.finances.gouv.qc.ca%2Flepoint>)

Consultez le contenu original :

<http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/November2020/12/c4688.html> (<http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/November2020/12/c4688.html>)

Learn more

About the organization

Cabinet du ministre des Finances

Subscriptions

[Newsfeed Subscription](http://qgov.newswire.ca/pmail/index.html) (<http://qgov.newswire.ca/pmail/index.html>)

[RSS Feed](https://www.quebec.ca/news.rss) (<https://www.quebec.ca/news.rss>)

Last update: November 12, 2020

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2020



MISE À JOUR ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Le point sur la situation économique et financière du Québec

Automne 2019

Remettre de l'argent dans le portefeuille des Québécois

[Voir tous les documents](#)

3,3 MILLIARDS DE DOLLARS DE PLUS SUR 5 ANS

Bonification complète de l'Allocation famille plus tôt que prévu



750 \$ de plus
pour une famille
ayant deux enfants



1 500 \$ de plus
pour une famille
ayant trois enfants



Dès janvier 2020, 679 000 familles recevront en moyenne 779 \$ de plus par année

Un même montant pouvant atteindre 2 515 \$ par année pour chaque enfant mineur dès 2020

Le montant minimal sera bonifié à 1 000 \$ pour chaque enfant

En savoir plus
Document, page B.7

Allocation famille bonifiée + Réduction du tarif de garde = Plus d'argent dans votre portefeuille



ESTIMEZ VOTRE GAIN GRÂCE À NOTRE NOUVEL OUTIL DE CALCUL

Abolition immédiate de la contribution additionnelle pour la garde d'enfants



**8,25 \$
par jour**

Une économie moyenne de 1 100 \$ pour 140 000 familles

Retour au tarif réduit unique pour les services de garde subventionnés rétroactivement au 1^{er} janvier 2019

En savoir plus
Document, page B.12

Allocation famille bonifiée + Réduction du tarif de garde = Plus d'argent dans votre portefeuille



ESTIMEZ VOTRE GAIN GRÂCE À NOTRE NOUVEL OUTIL DE CALCUL

Baisse des tarifs de stationnement des établissements de santé



**Entre
7 \$ et 10 \$
par jour**
Tarif maximal
selon les régions



Gratuité des deux premières heures dès le printemps 2020

Les patients comme leurs proches pourront bénéficier de tarifs plus abordables

En savoir plus
Document, page B.21

DES INITIATIVES POUR RÉPONDRE À DES BESOINS SPÉCIFIQUES



**652 \$
de plus
par mois**
pour plus de
3 000 familles

**Élargissement du supplément pour
enfant handicapé nécessitant des soins
exceptionnels**

En savoir plus
Document, page B.16



40 000 prestataires
de plus en bénéficieront

Versement du crédit d'impôt pour la solidarité à tous les prestataires de l'assistance sociale y ayant droit d'ici juin 2020

En savoir plus
Document, page B.17



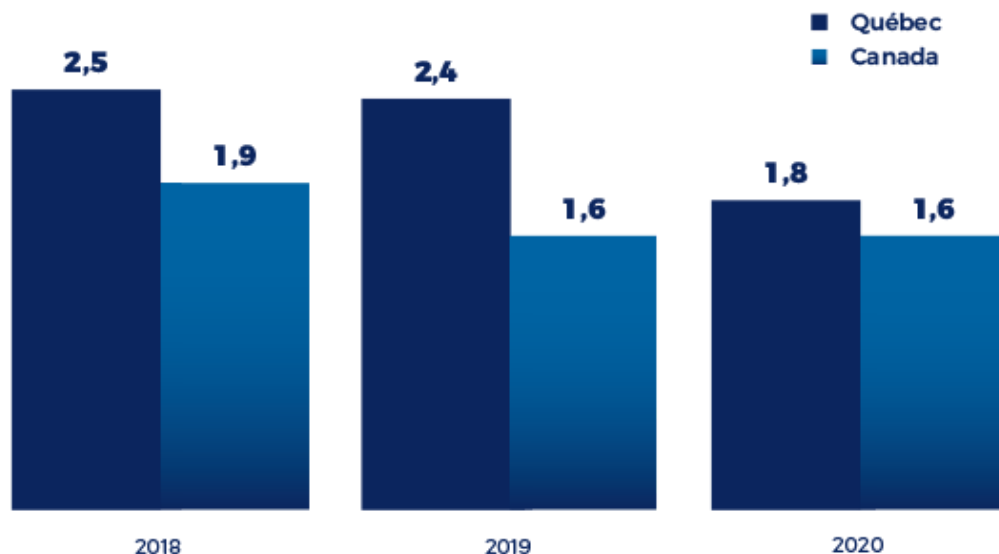
Prolongation des programmes de rabais d'électricité pour favoriser des investissements dans l'ensemble des régions du Québec

En savoir plus
Document, page B.30

L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC PERFORME DE MANIÈRE REMARQUABLE

- Malgré un contexte international moins favorable, la croissance économique se poursuivra au Québec. La hausse du PIB réel devrait s'établir à 2,4 % en 2019 et à 1,8 % en 2020.
- En 2019, pour une deuxième année d'affilée, la progression du PIB réel enregistrée au Québec dépassera celle du Canada.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC (PIB réel, variation en pourcentage)



En 2019, 80 000 emplois devraient être créés.

Une pleine utilisation de la main-d'œuvre disponible sera nécessaire pour soutenir la croissance économique.

En savoir plus
Document, page C.5

UN CADRE FINANCIER À L'ÉQUILIBRE

Le gouvernement prévoit un surplus de 1,4 milliard de dollars pour 2019-2020. Il permettra de :

- lutter contre les changements climatiques
- pallier un ralentissement possible de l'économie
- réduire la dette



L'objectif de réduction de la dette brute à 45 % du PIB sera atteint en 2019-2020, soit six ans plus tôt que prévu.

En savoir plus
Document, page D.15

CONSULTEZ TOUS LES DOCUMENTS

- Communiqué
- *Le point sur la situation économique et financière du Québec - Automne 2019*
- *Le point en bref – Automne 2019*
- Sommaire économique et financier du Québec, 7 novembre 2019

AUTRES INFORMATIONS

- **Le budget en chiffres**
Vous y trouverez notamment les **Statistiques budgétaires du Québec**.
- Tableaux complémentaires
 - Cadre financier selon l'organisation financière du gouvernement
 - Informations additionnelles sur les revenus
 - Informations additionnelles sur les dépenses de portefeuilles
 - Surplus ou besoins financiers nets
- Informations complémentaires
 - Marges de prudence, risque et analyses de sensibilité
 - Entités incluses dans le périmètre comptable

CONSULTEZ LES MISES À JOUR ANTÉRIEURES

[2018](#) | [2017](#) | [2016](#)



Mise à jour économique - La CAQ rate son rendez-vous avec l'avenir économique du Québec

NOUVELLES FOURNIES PAR

Aile parlementaire du Parti libéral du Québec →

Nov 12, 2020, 18:18 ET

QUÉBEC, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - Le gouvernement de François Legault avait monté les attentes de façon démesurée, comme à son habitude, dans la foulée de la mise à jour budgétaire. Le premier ministre avait l'occasion de démontrer qu'il pouvait reconstruire l'économie du Québec autour d'une vraie vision pour notre développement économique. On nous avait promis un plan ambitieux. Ce qui a été déposé est loin d'être ambitieux puisqu'il est simplement irréaliste.

L'économie du Québec est à un moment charnière. Nous avons fait une série de demandes essentielles à court terme pour la suite des choses et nous avons également exhorté le gouvernement à faire preuve de vision, ce qu'il n'a pas choisi de faire.

Nous avons, notamment, demandé :

- Financement des projets-ratios afin de réduire le nombre de patients pris en charge par chaque professionnel en soins ;
- Mise en place d'un programme d'accès public universel à la psychothérapie pour les jeunes et les moins jeunes ;
- Meilleure prévisibilité pour les entrepreneurs ;
- Meilleure vision du potentiel de notre forêt ;
- Taxer les géants du Web (GAFAM).

« Dès le début de la pandémie, on a demandé au gouvernement Legault de faire preuve de vision et d'anticiper les impacts économiques pour s'assurer que personne ne soit oublié au Québec. Malheureusement, nos PME n'ont pas eu d'aide directe, seulement des prêts, et notre industrie culturelle et touristique tente de survivre pendant que le gouvernement l'ignore. La mise à jour budgétaire présentée par le gouvernement de François Legault était l'occasion de faire preuve de créativité et d'imagination pour présenter un plan de relance de notre économie résolument moderne et durable. Les Québécois devront plutôt se contenter d'un bilan comptable à court terme sur 3 ans sans vision à long terme. Je le répète, le gouvernement devait se préparer à faire face à un bouleversement de l'économie mondiale et aux changements permanents de la pandémie. Il a fait le choix de ne pas le faire. Il faut changer cette vision conservatrice et soutenir enfin nos régions, nos entreprises, nos talents et nos créateurs d'emplois. »

Dominique Anglade, Cheffe de l'opposition officielle et porte-parole responsable de la Charte des régions

« Le gouvernement avait le devoir d'investir dans certains secteurs clés considérant la situation exceptionnelle que l'on vit tous actuellement. Cependant, la CAQ a raté son rendez-vous. Ceux qui avaient des attentes sont déçus. Les entrepreneurs, les travailleurs de la santé, les citoyens et plus particulièrement ceux en région, le secteur touristique et j'en passe. Nous avons eu droit à une série de demi-mesures venant d'un simple bilan comptable prévu sur 3 ans plutôt qu'un ambitieux plan sur 5 ans tel que promis par la CAQ. »

André Fortin, porte-parole de l'opposition officielle en matière de finances publiques et Leader parlementaire de l'opposition officielle

« Les perspectives de croissance économique de la mise à jour budgétaire qui nous ont été présentées sont très jovialistes parce que le gouvernement s'attend à une croissance du PIB de 5 % en 2021, basée entièrement ou essentiellement sur les dépenses de consommation et l'investissement, mais il est impossible de le prévoir actuellement. Ce plan n'est ni ambitieux ni réaliste et ne répond en rien, aux besoins des Québécois. »

Carlos J. Leitão, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'économie.

Mise à jour économique - « Cette mise à jour économique annonce des années d'austérité » - Vincent Marissal

NOUVELLES FOURNIES PAR

Aile parlementaire de Québec solidaire →

Nov 12, 2020, 16:37 ET

QUÉBEC, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - Avec la mise à jour économique présentée aujourd'hui, Québec solidaire redoute que des années difficiles d'austérité brutale soient à prévoir. Le député solidaire responsable de la justice économique et fiscale, Vincent Marissal, s'inquiète de l'avenir sombre qui pointe sur l'horizon économique du Québec.

« Alors que le gouvernement du Québec refuse obstinément d'aller chercher de nouveaux revenus ou d'utiliser ses versements au Fonds des générations, les Québécoises et Québécois doivent malheureusement s'attendre à des compressions désastreuses dans les services publics, au cours des prochaines années », s'inquiète le député de Rosemont.

Les GAFAM, les institutions financières et les plus fortunés épargnés

Le ministre établit ses perspectives d'équilibre budgétaire en se fiant sur une augmentation des transferts fédéraux en santé, sans avoir de garanties quant à cette source de revenus. Vincent Marissal dénonce cette manière cavalière de planifier les prochains exercices financiers. Il est important de rappeler que les services publics du Québec étaient dans un état précaire avant la crise, en raison de l'austérité libérale. Pour atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 5 ans, le gouvernement devra encore couper là où ça fait mal.

« On met le pied sur le frein en attendant que le fédéral fasse quelque chose. Il n'y a rien dans cette mise à jour pour répondre aux secteurs qui crient à l'aide depuis le début de la crise. Le prochain budget est seulement en mars, les travailleuses et travailleurs de ces secteurs vont

passer les quatre prochains mois à s'époumoner pendant que le ministre refuse de les écouter et de leur fournir l'aide qu'ils réclament. Pendant ce temps, les plus fortunés et les grandes entreprises sont encore épargnés », s'insurge le député solidaire.

La relance verte se fait toujours attendre

Bien que la crise écologique ne prenne pas de pause durant la pandémie, le gouvernement prend la décision d'attendre avant de s'y attaquer. En effet, aucune somme ne sera consacrée afin d'accroître la relance verte avant 2021-2022.

« Nous vivons une crise sanitaire, une crise économique et une crise écologique. Nous avons une occasion historique de procéder à une transition verte. Cependant, il n'y a rien de prévu cette année, on prévoit même faire l'inverse. Le gouvernement prévoit même investir dans le transport de gaz naturel ! », conclut Vincent Marissal.

Une solution à portée de main

Rappelons que, le 14 mai dernier, Québec solidaire proposait d'augmenter les revenus de l'État avec un impôt de pandémie temporaire. Cette mesure d'équité permettrait d'aller chercher de nouveaux revenus pour compenser une partie des pertes financières liées à la crise.

SOURCE Aile parlementaire de Québec solidaire

Renseignements: Mélanie Guillemette, Attachée de presse du caucus de Québec solidaire, (819) 668-2734 ou melanie.guillemette@assnat.qc.ca

Mise à jour économique - La CAQ sera freinée par les limites du fédéralisme

NOUVELLES FOURNIES PAR

Aile parlementaire du Parti Québécois →

Nov 12, 2020, 15:56 ET

QUÉBEC, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - Le député de René-Lévesque et porte-parole du Parti Québécois en matière de finances, Martin Ouellet, la députée de Gaspé et porte-parole en matière d'économie ainsi que pour les PME et la relance, Méganne Perry Mélançon, de même que le chef du Parti Québécois, Paul St-Pierre Plamondon, constatent, à la lecture de la mise à jour économique, que Québec devra attendre l'accord du Canada pour aller de l'avant avec ses intentions budgétaires.

En effet, le portrait des finances publiques qu'a présenté la CAQ est un véritable château de cartes. « Tant et aussi longtemps que nous n'irons pas chercher l'argent des transferts en santé, de l'argent qui nous appartient, la CAQ n'aura aucunement les moyens de ses ambitions », s'inquiète Martin Ouellet. Tout comme son chef, il s'indigne du fait que chaque fois que le gouvernement Legault a fait des demandes à Ottawa, la porte s'est rapidement fermée devant lui. « On ne peut pas baser notre relance économique et la survie de nos systèmes de santé et d'éducation sur des sommes hypothétiques! Encore une fois, la CAQ doit quémander au fédéral l'argent qui nous appartient », a ajouté le porte-parole.

Selon lui et ses collègues, pour retourner à l'équilibre budgétaire, le ministre des Finances aura besoin d'aller chercher 6 G\$ de plus en transferts fédéraux, ce qui est loin d'être fait. « Le meilleur moyen de mettre fin à ce mauvais film, c'est d'arrêter d'envoyer la moitié de nos impôts à un gouvernement qui n'a aucune considération pour le Québec », soutient le député.

La grande réunion des oubliés

« C'est bien décevant : nos entrepreneurs qui souffrent en silence dans les zones orange et jaunes n'auront pas plus d'aide, souligne pour sa part la porte-parole en matière d'économie. Même s'ils sont les poumons économiques de nos régions, ils doivent composer avec une fermeture forcée et déguisée. Pendant ce temps, la CAQ ferme les yeux et refuse de voir la lourdeur bureaucratique du système; pourtant, la possibilité réelle d'une fermeture définitive menace ces entreprises. »

Méganne Perry Mélançon déplore également que la cible du gouvernement pour l'achat local d'équipements de protection individuelle demeure à 25 %. « La CAQ revient sur son engagement de protéger et de promouvoir les intérêts du Québec. Nous pourrions aller jusqu'à 70 % de contenu québécois, mais le gouvernement refuse de se montrer plus exigeant », regrette-t-elle.

Par ailleurs, la mise à jour économique du gouvernement de la CAQ ne marque pas le virage vert qu'elle promet pourtant depuis plusieurs mois. « Les Québécois et les Québécoises s'attendaient à des mesures concrètes pour verdir l'économie. Le gouvernement saisit-il l'ampleur de la crise climatique, est-il conscient qu'il joue un rôle de premier plan face à cet enjeu? Visiblement, pas vraiment, car il vient encore de manquer une belle occasion de s'affirmer. Dans sa mise à jour, il n'y a aucun nouvel investissement pour les infrastructures vertes, aucun budget carbone, ni rien pour aider les municipalités avec l'assainissement des eaux », a énuméré la députée de Gaspé.

Enfin, outre le fait que nos tout-petits font également partie des grands oubliés, puisque strictement rien n'a été attribué pour le développement du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance, mentionnons que la CAQ a, une fois de plus, complètement ignoré les besoins criants en matière de logement social. « À la CAQ, on est tellement gêné de laisser des centaines de personnes dormir à l'extérieur tout l'hiver qu'on n'a même pas cru bon de mentionner une seule fois les mots "logement social" dans le document de 250 pages. Le gouvernement refuse d'admettre que nous sommes dans une réelle crise; il nie, tout simplement, l'urgence et l'évidence », s'est indignée Méganne Perry Mélançon.

SOURCE Aile parlementaire du Parti Québécois



LA FTQ REND HOMMAGE AUX TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE PREMIÈRE LIGNE



Montréal, le 12 novembre 2020. – En ce 12 novembre, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) prend le temps de rendre hommage aux milliers de travailleuses et travailleurs de première ligne qui luttent depuis mars dernier contre la pandémie. Principalement, les quelque 18 000 personnes du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation qui ont contracté la COVID-19 et, de façon particulière, aux 12 travailleuses et travailleurs de la santé qui en sont décédés lors de la première vague.

En invitant la population et les travailleuses et travailleurs de tous les milieux à prendre leur pause de 15 minutes, à 10 heures, en ce 12 novembre, lorsque cela peut se faire tout en s'assurant de la continuité des services, la FTQ veut leur rendre hommage.

«Collectivement, nous avons un devoir de mémoire, particulièrement à l'endroit de celles et de ceux qui y ont laissé leur vie. Nous ne pouvons oublier leur dévouement et leur sacrifice. Il faut également saluer tout le travail effectué par les travailleuses et travailleurs de première ligne, toutes professions confondues, qui ont continué d'offrir, jour après jour, des services à la population bien souvent au risque de leur santé, pour s'assurer que toutes et tous traversent cette crise dans les meilleures conditions possible. À la FTQ, nous vous disons MERCI», déclare le président de la FTQ, Daniel Boyer.

«Cette crise nous fait également prendre conscience de l'état difficile des conditions d'exercice d'emploi des travailleuses et travailleurs du secteur public. À la FTQ, nous avons lancé les négociations pour le renouvellement des conventions collectives il y a maintenant un an. Nous avons répondu présents à l'appel du premier ministre qui, en mars dernier, nous a demandé d'accélérer les discussions. Nous avons présenté des solutions pour améliorer les services publics qui répondent aux attentes du gouvernement, sans résultats concrets», ajoute le président de la FTQ.

«Il y a urgence, il faut améliorer l'attraction et la rétention du personnel, les conditions d'exercice d'emploi et la rémunération si nous voulons attirer des travailleuses et travailleurs dans les services publics. Québec se prépare à investir 14 millions de dollars dans les infrastructures, bravo, mais il est temps aussi d'investir dans les services publics, nos ressources humaines en santé et en éducation», conclut Daniel Boyer.

Rappel: dans le secteur de la santé, les membres du SCFP et du SQEES-298 (FTQ) ne pourront pas prendre leur pause simultanément à 10 heures. Toutefois, celles et ceux qui le peuvent en respectant leur convention collective sont invités à le faire.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses.



L'édifice Marie-Guyart illuminé par la FSE-CSQ et l'APEQ - « Le mépris, ça suffit! Respecter les profs, ce n'est pas négociable!

»

NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération des syndicats de l'enseignement (CSQ) →

Nov 12, 2020, 19:37 ET

QUÉBEC, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - La Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ-QPAT) ont illuminé la façade nord de l'édifice Marie-Guyart de Québec, où loge le ministère de l'Éducation, pour éclairer le gouvernement afin qu'il fasse avancer la négociation pour le renouvellement des conventions collectives des enseignantes et enseignants du Québec. On pouvait y lire « Le mépris, ça suffit! Respecter les profs, ce n'est pas négociable! / En éducation, faut que ça change maintenant! », en référence aux conditions d'exercice particulièrement difficiles dans lesquelles évoluent les enseignantes et enseignants de tous les secteurs, sans amélioration réelle à l'horizon aux tables de négociation. Cela amène d'ailleurs le personnel enseignant à hausser le ton pour se faire entendre.



L'édifice Marie-Guyart illuminé par la FSE-CSQ et l'APEQ. (Groupe CNW/Fédération des syndicats de l'enseignement (CSQ))

« Ce gouvernement nous a promis de faire de l'éducation une véritable priorité, en respectant et en valorisant le personnel enseignant. Or, nous sommes épuisés, avec une charge accrue en raison de la pénurie et de la pandémie, nos classes sont trop pleines et mal équilibrées, il manque de services et nous sommes toujours les moins bien payés au Canada. Ça suffit, ça ne passe plus, il faut que ça change maintenant! », a fait savoir Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ.

« On ne peut pas accepter que les gestes concrets ne suivent pas les engagements du gouvernement de valoriser la profession. Le gouvernement est-il bien au fait de l'écart magistral existant entre ses demandes patronales aux tables et ses engagements électoraux? Les conditions de travail étaient déjà difficiles avant la pandémie, c'est dire combien nos enseignants sont épuisés présentement. Il faut voir des améliorations maintenant, ça presse! », a ajouté Heidi Yetman, présidente de l'APEQ.

L'absence de plan pour corriger la ventilation défaillante dans les salles de classe est peut-être l'épisode le plus récent du manque de considération envers les enseignantes et enseignants, qui demandent des unités mobiles de purification d'air là où cela est problématique, et ce, afin de protéger leur santé et celle de leurs élèves. Il faut ajouter à cet événement les déclarations erronées provenant du cabinet du ministre Roberge selon lesquelles le personnel enseignant était soi-disant payé pour le temps supplémentaire qu'il effectuait. Les enseignantes et enseignants ont été piqués au vif et avaient alors signifié au ministre que si l'on avait pris en considération tout leur temps supplémentaire, ils ne seraient peut-être pas les moins bien payés au Canada, comme c'est le cas actuellement.

Rappelons que les membres de la FSE-CSQ ont rejeté les dernières offres patronales dans une proportion de 97 %. Au total, 98 % des enseignantes et enseignants consultés ont réitéré leur désir d'obtenir des améliorations dans les quatre grands domaines suivants :

- la composition de la classe et les services aux élèves HDAA;
- la lourdeur de la tâche;
- la rémunération, dont une majoration de l'échelle de traitement pour tous les enseignants et enseignantes;
- la précarité et l'entrée dans la profession.

La négociation est amorcée depuis maintenant un an, mais les travaux n'ont pas démontré de progrès significatifs aux tables.

Profil

La Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE) regroupe 34 syndicats représentant plus de 65 000 enseignantes et enseignants de centres de services scolaires et de commissions scolaires de partout au Québec. Elle compte parmi ses membres du personnel enseignant de tous les secteurs : préscolaire, primaire, secondaire, formation professionnelle et formation générale des adultes. Elle est affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et négocie en cartel avec l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ-QPAT), qui représente les 8 000 enseignantes et enseignants des commissions scolaires anglophones du Québec. Ensemble, elles représentent 73 000 enseignantes et enseignants.

SOURCE Fédération des syndicats de l'enseignement (CSQ)

Renseignements: Sylvie Lemieux, attachée de presse FSE-CSQ, 418 563-7193, lemieux.sylvie@fse.lacsq.org; Julie Montpetit, conseillère en communication APEQ-QPAT, 514 249-9653, julie_montpetit@qpat-apeq.qc.ca

Liens connexes

www.lafse.org/

Actualités / Toutes les actualités /

Mise à jour économique et financière | Les milliers de femmes œuvrant en éducation, en santé et en enseignement supérieur sont écartées de la relance économique

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE | LES MILLIERS DE FEMMES ŒUVRANT EN ÉDUCATION, EN SANTÉ ET EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SONT ÉCARTÉES DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Partager Tweet



Montréal, le 12 novembre 2020. – En réaction à la mise à jour économique et financière du gouvernement du Québec, la présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Sonia Ethier, fait le constat qu'en n'utilisant pas pleinement les services publics comme levier de croissance, le gouvernement écarte les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur du plan de relance économique, alors qu'ils sont constitués à 75 % par des femmes.

« Pour l'instant, le gouvernement de la CAQ évite le piège de l'austérité, mais il n'utilise pas pleinement le levier important des services publics pour relancer l'économie. Il aurait dû investir davantage dans l'éducation et les services publics, ce qui aurait permis une relance axée sur des emplois à nette prédominance féminine dans l'ensemble des régions du Québec », mentionne-t-elle.

La CSQ compte faire entendre sa voix dans le débat sur la modification aux lois sur la dette et sur l'équilibre budgétaire. Elle entend proposer différentes solutions afin d'assurer que l'austérité ne devienne pas, encore une fois, le chemin retenu pour équilibrer le budget. Elle a d'ailleurs récemment fait part de ses perspectives sur la situation économique du Québec dans un document contenant treize fiches réparties sous le titre « Le Québec a les moyens! (https://lequebecalesmoyens.lacsq.org/) ».

Des sommes insuffisantes pour favoriser l'attraction et la rétention

Au regard des différentes sommes annoncées par le gouvernement aujourd'hui, la CSQ estime qu'elles ne permettront en aucun temps de briser le cercle vicieux des problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre dans les écoles, les établissements de santé ainsi que les cégeps. « Le gouvernement fait le choix politique de préférer des mesures temporaires pour répondre à des problèmes structurels. C'est la consécration du "syndrome de la chaudière percée", que l'on dénonce dans nos services publics et qui cause des centaines de millions de coûts annuels en lésions professionnelles. Les 117 millions de dollars annoncés pour les milieux d'enseignement et les services de garde sont insuffisants lorsqu'on les compare aux 432 millions de dollars donnés par le gouvernement du Canada. C'est le même constat pour l'enseignement supérieur. Malgré un montant de 50 millions de dollars octroyé aux Fonds de recherche du Québec, l'enseignement supérieur passe sous le radar dans cette mise à jour. C'est d'autant plus déplorable que le personnel doit conjuguer comme jamais avec la formation à distance. L'ensemble des sommes annoncées ne réglera pas la crise des conditions de travail et des problèmes d'attraction-rétention si dommageables pour les services à la population », explique Sonia Ethier.

Des investissements bienvenus pour accroître la participation au marché du travail par la diplomation

Comme signal positif dans la mise à jour économique, la CSQ salue les nouveaux investissements en formation de la main-d'œuvre afin de favoriser la réintégration des Québécoises et des Québécois sur le marché du travail. « Les mesures visant la requalification et le rehaussement des compétences afin de favoriser la diplomation en formation professionnelle et au collégial sont des initiatives intéressantes », souligne Sonia Ethier.

À moyen terme, le maintien de l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire en cinq ans inquiète la CSQ. Il faudra voir si le fait de limiter les augmentations de dépenses de programmes en lien avec la progression des revenus ne va pas entraîner le retour des compressions dans les prochaines années. « Les besoins, dans les réseaux, sont criants et ne doivent pas être mis de côté au nom d'une soi-disant urgence du déficit zéro », estime Sonia Ethier.

> TOUTES LES ACTUALITÉS (NC/ACTUALITES/TOUTES-LES-ACTUALITES/)

0

(http://www.lacsq.org/fr/actualites/actualites/2020/11/12/mise-a-jour-economique-et-financiere)

Siège social - Montréal

9405, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888
Sans frais : 1 800 465-0897
Télécopie : 514 356-9999

Bureau de Québec

320, rue St-Joseph Est, bureau 100
Québec (Québec) G1K 9E7
Téléphone : 418 649-8888
Sans frais : 1 877 850-0897
Télécopie : 418 649-8800

Prénom

Nom

Courriel

Veillez inscrire votre question ou votre commentaire

ENVOYER



NOUVELLES 11/11/2020 18:52 EST

Secteur public: «le Québec en pause» durant 15 minutes, en soutien aux travailleurs

La FTQ a lancé un mouvement, invitant les intéressés à faire une pause jeudi à 10h, en soutien aux employés des secteurs de la santé et de l'éducation.

Lia Lévesque

La Presse Canadienne



THE CANADIAN PRESS/GRAHAM HUGHES

«C'est ensemble et solidaire que nous combattons la », a fait valoir le président de la FTQ, Daniel Boyer. (photo d'archive)

MONTREAL - Les syndicats du secteur public s'impatientent, alors que les parties sont encore loin d'une entente. La FTQ a lancé un mouvement, invitant les intéressés à faire une pause de 15 minutes, jeudi à 10h, en soutien aux travailleurs de la santé et de l'éducation.

Il ne s'agira pas d'une grève ni d'un ralentissement de travail, insiste-t-on à la FTQ.

Il s'agira de prendre une pause, si le travailleur le peut, si la convention collective le permet, en signe de solidarité avec les travailleurs de la première ligne, fortement sollicités depuis le début de la pandémie, dans les domaines de la santé et de l'éducation.

PUBLICITÉ



«Depuis mars dernier, au Québec, nous sommes tous mobilisés dans la lutte contre la [COVID-19](#), particulièrement en santé et en éducation. Dans ces secteurs, à ce jour, au moins 18 000 personnes ont été contaminées, principalement en santé; 11 sont décédées. Nous ne pouvons rester indifférents à leur sacrifice. Il faut également saluer ceux et celles qui, dans tous les milieux de travail, se sont dévoués, bien souvent au risque de leur santé, pour prendre soin de notre population. C'est ensemble et solidaire que nous combattons la pandémie», a fait valoir le président de la FTQ, Daniel Boyer.

FIQ et APTS aussi

Déjà, deux grandes organisations syndicales de la santé et des services sociaux, la FIQ (Fédération interprofessionnelle de la santé) et l'APTS (Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux), se joignent au mouvement «le Québec en pause», lancé par la FTQ.

La FIQ, qui représente 76 000 infirmières, infirmières auxiliaires et autres, et l'APTS, qui représente 55 000 techniciennes en laboratoire, psychologues, travailleuses sociales et autres, invitent leurs membres à emboîter le pas et même «toute la population».

«Bien sûr, les membres de l'alliance APTS-FIQ ne pourront pas prendre leur pause simultanément à 10h. Toutefois, ceux et celles qui le peuvent, en respectant leur convention collective, sont invités à le faire», ont indiqué les deux, dans un communiqué conjoint d'appui au mouvement lancé par la FTQ.

Le personnel enseignant, les grands oubliés de la mise à jour économique

NEWS PROVIDED BY

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) →

Nov 12, 2020, 18:17 ET

MONTRÉAL, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) accueille avec des sentiments partagés l'annonce du ministre des Finances, Eric Girard, qui, dans le cadre de la mise à jour économique du gouvernement, injecte 25 millions de dollars pour faciliter l'accès au réseau collégial et la diplomation. Une portion indéterminée, mais nettement insuffisante de cette somme est destinée à l'embauche ponctuelle de personnels enseignant et au soutien psychologique des profs de cégep. Aucun investissement n'est cependant prévu pour soutenir les personnes chargées de cours universitaires, qui sont des enseignantes et des enseignants à statut précaire, dont les conditions de travail se sont particulièrement détériorées au cours des derniers mois. Ces fonds apparaissent terriblement dérisoires vu la crise dans laquelle a été plongé le monde de l'éducation et de l'enseignement supérieur depuis le début de la pandémie.

La FNEEQ-CSN réclame depuis plusieurs mois des ressources supplémentaires dédiées exclusivement aux ressources enseignantes de manière à alléger la tâche durant cette période inédite. Un récent sondage a d'ailleurs mis en relief tout le drame qui se joue actuellement derrière les écrans des enseignantes et des enseignants. Les attentes étaient grandes ; la déception l'est tout autant.

Pour la Fédération, le gouvernement envoie un mauvais signal aux enseignantes et aux enseignants, qui espéraient mieux respirer la session prochaine. Les sommes annoncées pour les cégeps sont destinées à une longue liste de « mécanismes compensatoires » qui incluent le

tutorat par les pairs, le soutien scolaire, l'achat de services et de matériel. L'exercice risque fort de se solder par un saupoudrage inefficace des ressources.

« Afin de maintenir la mobilisation et l'engagement du personnel enseignant dans le contexte de la pandémie, le gouvernement doit investir des sommes substantielles pour faire une réelle différence dans leur travail. Nous martelons depuis des mois que les conditions d'apprentissage sont étroitement liées aux conditions d'enseignement. Le message ne semble pas avoir été bien compris. L'impact sur la persévérance et la réussite éducative pourrait se faire sentir sur des années », déplore Caroline Quesnel, présidente de la FNEEQ-CSN.

Un filet social à renforcer

Selon la FNEEQ-CSN, la population du Québec a suffisamment souffert du désinvestissement dans les services publics, l'éducation, l'enseignement supérieur, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome.

En vue du prochain budget, qui déterminera en grande partie notre capacité collective à traverser cette crise et les autres qui pourraient survenir, la Fédération demande au gouvernement Legault d'adopter, dès le prochain budget, les solutions fiscales qui lui permettront de procéder aux investissements nécessaires pour renforcer le filet social.

La FNEEQ-CSN, qui est membre de la Coalition Main rouge, invite donc les membres de tous ses syndicats et la population à signer la pétition qu'elle lance aujourd'hui.

À propos :

Fondée en 1969, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec-CSN regroupe quelque 35 000 membres dans 46 cégeps, 41 établissements privés et 13 syndicats d'université. Elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur au Québec. La fédération est l'une des huit fédérations affiliées à la Confédération des syndicats nationaux.

Pour de plus amples renseignements sur la FNEEQ-CSN, visitez <http://fneeq.qc.ca> et suivez-nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#).



Communiqué de presse Pour diffusion immédiate

Mise en place d'un mécanisme de dépistage accéléré pour le réseau scolaire **Le gouvernement doit bouger et ça presse!**

Montréal, le 12 novembre 2020 – Alors que le nombre de cas d'infection à la COVID-19 continue de maintenir une moyenne de plus de 1 000 par jour et que les écoles sont la source de près de 30 % des éclosions qui surviennent au Québec, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) exige qu'un mécanisme de dépistage accéléré de la COVID-19 pour le réseau scolaire soit mis en place dans les plus brefs délais.

Lors de la rentrée scolaire 2020, la FAE avait, entre autres, demandé au ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, de mettre rapidement en place un tel mécanisme en vue d'assurer la protection et la sécurité des enseignantes et des enseignants et de leurs élèves jeunes et adultes, et afin d'éviter que les établissements scolaires ne contribuent à la propagation du virus. À la lumière de la progression épidémiologique dans le réseau scolaire au Québec, l'évolution de la situation sanitaire donne raison à la FAE. « La pandémie est loin d'être maîtrisée et elle continue de sévir dans nos écoles. Il faut repenser le processus pour assurer un dépistage rapide afin de la contrer dans les établissements scolaires. La lenteur de l'obtention des résultats est un obstacle majeur, il nous faut des tests plus rapides pour ainsi éviter des bris de services éducatifs et éviter que des classes ou des écoles soient mises en quarantaine. Il est plus que temps que le ministre reconnaisse la justesse de notre demande », affirme Sylvain Mallette, président de la FAE.

Passer en mode anticipation plutôt qu'en mode réaction

La FAE constate que ses demandes relatives aux mesures sanitaires sont malheureusement toujours mises en place dans le réseau scolaire avec un pas de retard. Pensons notamment au port du couvre-visage pour les élèves de 10 ans et plus, à l'accès aux données qui permettent d'établir l'état de situation journalier dans le réseau scolaire, ainsi qu'aux documents qui ont permis aux autorités gouvernementales d'élaborer le protocole de retour à l'école. Ajoutons à cela la proposition de la FAE de préconiser un modèle d'école en alternance afin de réduire le nombre d'élèves par classe. Comme il en était question hier, cette recommandation est également portée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). Faudra-t-il que la situation se dégrade davantage avant que le gouvernement cesse de s'obstiner avec les faits et écoute les recommandations d'experts? Le ministre de la Santé, Christian Dubé, a lui-même reconnu que le gouvernement aurait dû s'occuper de la ventilation dans les écoles cet été, en prévision de la rentrée. « Le nerf de la guerre face à la COVID-19 demeure l'anticipation et le gouvernement aurait avantage à tirer des leçons du passé, et ainsi à prendre des décisions en demeurant à l'écoute des gens du milieu et en s'appuyant notamment sur l'expertise des profs. Depuis le début de la pandémie, les profs proposent des solutions qui permettraient au gouvernement d'anticiper et de voir venir les choses. Malheureusement, le gouvernement s'aveugle lui-

même en voulant faire croire à la population que tout va bien dans le réseau des écoles publiques », indique M. Mallette.

La FAE réitère son engagement en vue d'assurer la protection ainsi que la sécurité des enseignantes et enseignants et continuera de proposer des solutions et des recommandations au ministre de l'Éducation et au ministre de la Santé et des Services sociaux en ce sens.

À propos de la FAE

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent près de 49 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que 1 800 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans sept régions : Montréal, Laval, Québec et Outaouais, dans lesquelles se trouvent les quatre plus grands pôles urbains du Québec, ainsi que dans les Laurentides, l'Estrie et la Montérégie.

-30-

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Geneviève Cormier, conseillère au service des communications, au 514 941-5640 ou à g.cormier@lafae.qc.ca

Mise à jour économique : la CSN profondément déçue

NOUVELLES FOURNIES PAR

CSN →

Nov 12, 2020, 15:56 ET

MONTREAL, le 12 nov. 2020 /CNW Telbec/ - En maintenant ses versements au Fonds des générations à hauteur de 2,7 milliards cette année et en conservant un horizon de cinq ans pour le retour à l'équilibre budgétaire, le gouvernement du Québec pave la voie à des mesures d'austérité budgétaire, s'inquiète la CSN. Pour la centrale syndicale, le ministre des Finances prive le Québec des moyens et des ressources qui s'imposent pour relancer son économie.

« Un consensus commence à se dégager au Québec : le gouvernement doit revoir sa stratégie budgétaire, souligne le président de la CSN, Jacques Létourneau. Le ministre des Finances aurait pu envoyer un message clair en indiquant d'emblée que le retour à l'équilibre budgétaire en 2025 ne figure pas dans les plans du gouvernement. Il avait l'occasion de suspendre les versements au Fonds des générations pour consacrer ces sommes aux besoins immédiats de la population du Québec et assurer une reprise économique vigoureuse. Malheureusement, c'est une occasion ratée. »

« C'est à des années d'austérité que le gouvernement de la CAQ nous prépare », prévient le président de la CSN. Malgré les sommes prévues pour la formation et la requalification de la main-d'œuvre, la centrale syndicale demeure déçue de la timidité des mesures de relance annoncées aujourd'hui.

Les objectifs fixés il y a 25 ans en matière de gestion du poids de la dette avaient été atteints avant la pandémie, rappelle Jacques Létourneau. « Si le Québec a été en mesure d'abaisser le ratio dette/PIB sous la barre du 45 %, c'est beaucoup plus en raison de sa croissance économique que des versements au Fonds des générations. Or, en maintenant intégralement ces versements, le Québec se prive des ressources financières permettant de renforcer la relance économique. Il se prive aussi des ressources permettant d'améliorer les conditions de travail du secteur public et d'embaucher le personnel nécessaire. C'est un non-sens absolu. »

La CSN rassure toutefois le gouvernement de son appui quant à la nécessité de rehausser les transferts fédéraux en santé dont le niveau actuel prive le Québec d'importantes ressources.

À propos

Fondée en 1921, la CSN regroupe 300 000 travailleuses et travailleurs des secteurs public et privé, et ce, dans l'ensemble des régions du Québec.

SOURCE CSN

Renseignements: François L'Écuyer, Directeur des communications de la
CSN, Cell. : 514 949-8973, francois.lecuyer@csn.qc.ca

Liens connexes

<https://www.csn.qc.ca/>

RÉACTION DE LA FTQ À LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE: «UN PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE QUI MANQUE DE VIGUEUR» – DANIEL BOYER, PRÉSIDENT DE LA FTQ



Photo: Eric Demers

Montréal, le 12 novembre 2020. – La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) prend acte de la mise à jour économique du ministre des Finances, Éric Girard, qui annonce plusieurs mesures de relance de l'économie pour les trois prochaines années. Bien que certains éléments soient intéressants, comme les investissements pour la requalification et la formation de la main-d'œuvre, la FTQ s'attendait à un plan de relance plus costaud avec des investissements substantiels à court terme.

«Les investissements annoncés pour supporter la relance économique nous laissent sur notre faim, notamment pour le secteur de l'aérospatiale et l'hôtellerie. La centrale a de grandes attentes concernant la numérisation de l'économie, l'économie verte et l'achat local qui doivent faire partie d'une relance économique solidaire, durable et juste. Il faudra également que les fonds consacrés à la requalification de la main-d'œuvre correspondent véritablement aux besoins des travailleuses et des travailleurs frappés par la crise économique», déclare le président de la FTQ, Daniel Boyer.

«Mais attention, tous les investissements annoncés pour les entreprises doivent être conditionnels à la création et au maintien des emplois et non servir à engraisser les actionnaires ou les dirigeants d'entreprises. Ça ne doit pas être une passe gratuite», ajoute le président de la FTQ.

La mise à jour économique annonce un déficit anticipé de 15 milliards de dollars pour l'année 2020-2021. Cependant, la FTQ invite le gouvernement à la plus grande prudence dans son intention de revenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2025. «Il ne faudrait surtout pas que le gouvernement se précipite dans une course au déficit zéro et à un retour à des mesures d'austérité. La pandémie que nous traversons



l'austérité imposée par le précédent gouvernement ont clairement démontré l'urgence de réinvestir dans les services publics et d'améliorer la rémunération et les conditions d'exercice d'emploi des travailleurs et des travailleuses», conclut le président de la FTQ, Daniel Boyer.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses.

